



Approuvé, le 03.02.2021

Picha B.

Pamoja kwa ajili ya Beni

Consultant Patient KEENDJA – CEREM International

Rapport d'Evaluation Finale (Endline), Décembre 2020



Tables des Matières

TABLES DES MATIÈRES	I
LISTE DES TABLES	IV
LISTE DES FIGURES	V
SIGLES ET ACRONYMES	VI
0. RÉSUMÉ EXÉCUTIF	VII
0.1 Contexte sommaire du projet	vii
0.2 Objectifs du Projet « Ensemble pour Beni »	vii
0.3 Objectifs assignés à l'évaluation finale.	vii
0.4 Approche méthodologique utilisée pour l'évaluation finale.	viii
0.5 Principaux Résultats de l'évaluation.	viii
0.6 Conclusion et principales recommandations.	xiv
0.6.1 Conclusion	xiv
0.6.2 Recommandations	xv
CHAPITRE 1. INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
1.1 Tour d'Horizon du Projet	1
1.2. Rappel des termes de référence de la mission	2
1.2.2 But de l'évaluation	2
1.2.3 Objectifs spécifiques de l'évaluation finale	2
1.3. Aperçu sur l'approche Méthodologique de l'Evaluation finale.	2
1.3.1 Revue documentaire	3
1.3.2 Collecte des données qualitatives	3
1.3.2.1 Discussions en groupe	3
1.3.2.2 Rencontres avec les personnalités clés.	3
1.3.3 Collecte des données quantitatives.	4



CHAPITRE 2. PRÉSENTATION SOMMAIRE DU PROJET EN ÉVALUATION	5
2.1 Les objectifs du Projet en évaluation	5
2.2. Opérationnalisation du Projet.	5
CHAPITRE 3. ANALYSE DES RÉSULTATS CLÉS DE L'ÉVALUATION	7
3.1. Profil sommaire des Répondants.	7
3.1.1 Sexe, âge, religion et Groupes ethniques des répondants	7
3.1.2 Niveau d'Instruction des répondants et effectifs des personnes en charge.	7
3.1.3 Profil économique des répondants.	8
3.1.4 Résumé sur le profil des répondants.	8
3.2. Appréciation de la Pertinence des Actions du Projet.	9
3.2.1 Projet « Ensemble pour Beni », réponse aux besoins et aux priorités des communautés ciblées.	9
3.2.2 Le projet « Ensemble pour Beni » comme réponse aux questions de paix et cohésion sociale dans la zone du projet.	12
3.2.3 Alignement des actions du projet aux politiques nationales.	12
3.2.4 Forces / Potentialités et défis liés à la pertinence des actions du projet	13
3.2.4.1 Forces et Potentialités.	13
3.2.4.2 Faiblesses et Défis.	13
3.3. Appréciation de l'Efficacité des Actions du Projet.	14
3.3.1 Niveau de réalisation des activités du Projet par les organisations membres du consortium	14
3.3.2 Niveau de réalisation des objectifs du Projet	14
3.3.3 Comportement des Indicateurs Clés du Projet.	16
3.3.4 Essai de classification des résultats du programme.	23
3.3.4.1 Les résultats du niveau élevé du projet	23
3.3.4.2 Les résultats du niveau moyen du programme	23
3.3.4.3 Les résultats du niveau faible	23
3.3.5 Facteurs qui ont influé sur l'efficacité des activités du programme.	23
3.3.5.1 Facteurs favorisants	23
3.3.5.2 Facteurs limitants	23
3.3.6 Forces et Faiblesses liées à l'efficacité des activités du projet.	24
3.3.6.1 Forces liées à l'efficacité des activités du projet.	24
3.3.6.2 Faiblesses liées à l'efficacité des activités du programme	24
3.4. Appréciation de l'Efficiences des Actions du Projet.	24
3.4.1. La capacité opérationnelle du personnel affecté au projet et ses aptitudes managériales.	25
3.4.2. Le suivi des activités du Projet	25
3.4.3. Les moyens financiers disponibles en rapport avec l'ampleur des activités du projet	25
3.4.4. Respect du chronogramme des activités	26
3.5. Potentiel de durabilité des actions du Projet.	26
3.5.1 Probabilité de la poursuite des activités du projet.	27
3.5.2 Contribution des communautés bénéficiaires aux actions du projet	27
3.5.3 Mécanismes mis en place pour assurer la prise en charge d'autres membres de la communauté après le projet	27



3.5.4 Facteurs clés qui induisent ou influent sur la durabilité et le transfert des leçons et/ou activités du projet	28
3.5.5 Options stratégiques clés pour l'avenir du projet, la réplication, les modifications importantes à la stratégie	29
3.6. Impact des actions du Projet.	30
3.7 Analyse de la sensibilité Genre.	31
CHAPITRE 4. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.	33
4.1 Conclusion	33
4.2 Recommendations	33
4.2.1. Recommendations formulées par le consultant	33
4.2.2 Recommendations formulées par les bénéficiaires	34





Liste des Tables

TABLEAU 1. AXES / CHEFFERIE VISITEES PAR L'EQUIPE D'EVALUATION	4
TABLEAU 2. NIVEAU D'ATTEINTE DE L'ÉCHANTILLON DÉTERMINÉ	4



Liste des Figures

FIGURE 1. NIVEAU DE REALISATION DES ACTIVITES DU PROJET PAR LES ORGANISATIONS

14

FIGURE 2. REPARTITION DU BUDGET DU PROJET ENTRE PARTENAIRES

25



Sigles et acronymes

- AGR Activité Génératrice de Revenu
- ANR Agence Nationale de Renseignement
- APA Association des Professionnels d’Agriculture
- AVEC Association Villageoise d’Epargne et de Crédit
- CPAP Cellule Provinciale d’Appui à la Pacification
- DSCRDP Document des Stratégies de Croissance et de réduction de la Pauvreté
- EPB Projet Ensemble Pour Beni
- ETD Entité Territoriale Décentralisée
- ISSSS Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation
- FARDC Forces Armées de la République Démocratique du Congo
- ODD Objectif de Développement Durable
- OIM Organisation Internationale pour les Migrations
- PNC Police Nationale Congolaise
- RDC République Démocratique du Congo
- SFCG Search For Common Ground
- SOFEPADI Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral
- STAREC Programme de Stabilisation et Reconstruction de l’Est de la RDC
- UCBC Université Chrétienne Bilingue du Congo
- WV World Vision
- ZP Zone Prioritaire

0. Résumé Exécutif

0.1 Contexte sommaire du projet

Le Projet « Ensemble pour Beni » est un projet mis en œuvre en territoire de Beni, respectivement en chefferie / secteurs de Beni-Mbau, Ruwenzori et de Watalinga par un consortium de cinq organisations : Organisation Internationales pour les migrations « OIM », World Vision (WV), Search for Common Ground (Search), Interpeace et l'Université Chrétienne Bilingue du Congo (UCBC) en vue de contribuer à la stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) à travers des interventions dans les piliers du Dialogue Démocratique, de la relance économique et de la restauration de l'autorité de l'Etat. L'OIM est le lead du consortium. Le projet a été exécuté du 1^{er} Juillet 2018 au 30 Juin 2020 avec une extension de 6 mois, jusqu'en décembre 2020 sous le financement de ISSS et ses partenaires.

Le groupe cible du projet est constitué des communautés locales, les groupements de la société civile, les chefs traditionnels, les autorités administratives provinciales et locales, les représentants des services publics déconcentrés, les leaders religieux et les membres des différentes églises, les leaders communautaires, les représentants des structures traditionnelles et les partis politiques.

0.2 Objectifs du Projet « Ensemble pour Beni »

Ce projet a pour objectif global de contribuer à la stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) à travers des interventions dans les piliers du Dialogue Démocratique, de la relance économique et de la restauration de l'autorité de l'Etat.

De façon plus spécifique, les objectifs du projet sont plus axés sur trois piliers, notamment (i) Pilier Dialogue démocratique dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration de la sécurité, de la stabilisation et de la cohésion sociale par la promotion des mécanismes inclusifs de résolution des conflits axés sur le dialogue (ii) Pilier Restauration de l'autorité de l'Etat visant à contribuer à l'amélioration des relations entre l'Etat et les collectivités grâce à l'amélioration de la prestation de services de sécurité et à une plus forte perception des services au sein des communautés (iii) Pilier Retour, Réintégration et Réinsertion Socio-économique visant à contribuer à la création des conditions plus favorables pour la relance économique locale à travers l'accès amélioré à la terre, aux marchés, au crédit et à l'emploi rémunéré, avec un focus spécifique sur les questions foncières.

0.3 Objectifs assignés à l'évaluation finale.

Le but principal de la mission d'évaluation finale externe du projet « Ensemble pour Beni » est de fournir une revue finale sur la performance de l'exécution du projet. Il s'est agi de faire une analyse de l'impact / effet d'une approche ayant contribué à la réduction / la stabilisation à travers les trois piliers de la stratégie I4S notamment (i) le dialogue démocratique (ii) la relance économique et (iii) la restauration de l'autorité de l'État. Il s'agira également d'analyser les réalisations du projet et les changements apportés par ce dernier de manière exhaustive sur la base de 5 domaines différents mais interconnectés des critères d'évaluation d'une action humanitaire.

0.4 Approche méthodologique utilisée pour l'évaluation finale.

Pour parvenir aux résultats, en plus de la revue documentaire qui a permis à l'équipe de mieux maîtriser la philosophie du projet, comprendre les approches prévues pour la mise en œuvre et les différents acteurs directement ou indirectement impliqués, nous avons utilisé une méthodologie mixte combinant l'analyse qualitative et quantitative.

Pour ce faire, un questionnaire d'enquête et des guides d'entretien ont été conçus pour la collecte des données dans le cadre aussi bien des enquêtes individuelles que des discussions en Focus group et d'entrevues avec des informateurs/trices clés. Ces outils ont été adaptés spécifiquement aux différentes parties prenantes suivantes (a) les femmes-les hommes et les jeunes membres des communautés (b) les leaders locaux (c) les autorités locales (d) les membres des structures locales de paix (e) les membres des AVEC (f) les animateurs des services publics déconcentrés, ...

Au total, **256 personnes** dont **128 femmes** ont été rencontrées dans 32 focus group organisés, **60 personnes** (18 femmes) atteintes à travers des entretiens individualisés dont 13 chefs locaux, 36 leaders communautaires et religieux (dont les animateurs des noyaux de la société civile), 11 animateurs des services publics déconcentrés.

La collecte des données quantitatives a eu lieu dans les trois chefferies /secteurs auprès de 1036 bénéficiaires dont 479 femmes.

0.5 Principaux Résultats de l'évaluation.

Globalement, la mission estime que le projet s'est normalement déroulé et a atteint les principaux résultats escomptés.

Par rapport à la pertinence, l'analyse de la qualité et de la pertinence de la conception relève que la quasi-totalité des activités prévues ont été mises en œuvre et s'alignent bien aux objectifs prévus et répondent parfaitement aux besoins réels des communautés bénéficiaires, et même des priorités locales, notamment en adressant directement les questions de sécurité et développement, de cohésion sociale et gestion locale des conflits, de gouvernance, de relèvement communautaire, ...à travers des approches pro actives en lien avec le regroupement des ménages en coopératives agricoles et des AVEC, l'opérationnalisation des structures locales de paix, de rapprochement des porteurs d'obligations aux détenteurs des droits. La cotation globale obtenue pour la pertinence est A.

Pour ce qui est de ***l'efficacité*** des actions entreprises, elle est globalement jugée de ***très bonne***.

Les principaux résultats du projet ont significativement été atteints par les organisations de mise en œuvre avec une moyenne du taux de réalisation des activités du programme établie à **96,4%**. Cependant, par rapport à la situation de départ (les indicateurs de base), le degré moyen d'amélioration des indicateurs des résultats du projet a été évalué à **29,1% (moyenne établie sur base du taux d'amélioration des indicateurs finaux par rapport aux indicateurs de l'étude de base dans le cadre de rendement repris dans les lignes suivantes)**.

La réalisation des objectifs du projet indique globalement ce qui suit :

Par rapport au Pilier Dialogue démocratique, certes, les cadres de dialogues ont été établis à travers des structures locales de paix chargées d'adresser les conflits locaux et renforcer ainsi la cohésion au sein des membres des communautés. Certes, l'extension des tueries à la fin du projet dans les zones jusque-là épargnées de Mutwanga, Mwenda et Bulongo fait que la problématique de la sécurité et de la libre circulation des personnes et de leurs biens continue à se poser avec acuité.

Pour le Pilier Restauration de l'autorité de l'Etat, il a été noté une nette amélioration dans la coopération entre les représentants locaux de l'Etat et les communautés grâce aux séances de sensibilisation et d'implication des parties dans la mise en œuvre conjointe des actions du projet. Notons néanmoins que des travaux restent à faire pour l'amélioration des prestations de services de sécurité qui influent considérablement sur la perception des membres de communautés sur le rôle réel de l'Etat.

L'objectif en lien avec le Pilier Retour, Réintégration et Réinsertion Socio-économique a posé des bases solides au sein des communautés susceptibles de promouvoir des conditions plus appropriées pour la relance économique locale. Des jeunes formés en divers métiers mettent en place de petites entreprises pourvoyeuses de revenu stable, des femmes initiées dans des mouvements d'épargne et de crédits développent un système auto-géré de financement local de leurs initiatives rentables par un accès au crédit aux conditions appropriées, des chaînes de valeurs agricoles se développent pour la création de la valeur ajoutée dans la communauté, les questions foncières efficacement abordées à travers la numérisation.

Le comportement des principaux indicateurs est visualisé par le cadre des résultats que nous reprenons dans le tableau ci-dessous :

ENSEMBLE POUR BENI

Cadre des Résultats du Projet

Résumé - Résultat de Base/Endline par indicateur

#	Numéro de référence par indicateur	Indicateurs projet	Résultat Baseline	Résultat Endline	% d'amélioration
<i>N.B. : Cliquer sur le numero # pour plus de details sur l'indicateur (Tableaux et Graphiques)</i>					
<u>1</u>	1.1.1_i Questions: 55 et 56	1.1.1_i (ex 1.1_iii). % d'hommes et de femmes affirmant que les projets de consolidation de la paix sont "très bons" ou "extrêmement bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents de leur zone (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)	59%	62.3%	5,6%
<u>2</u>	PMO Questions: 42-49	Score amélioré dans l'index de proximité sociale (fréquence d'interaction, qualité d'interaction, niveau de confiance, etc.)			
		Pour le groupe social proche	6.7	6.8	1.5%
		Pour le groupe social lointain	5.9	6.1	3.4%
		Pour les forces de sécurité	4.5	4.81	6.7%
<u>3</u>	PMO Questions: 50-51	% de la population disent que les actions des responsables politiques visent à répondre aux priorités de la population	23%	36.7%	59.6%
<u>4</u>	PMO Question: 52.7	% des individus qui croient qu'il serait bon de connaître et de comprendre les perspectives de groupes différents de leur propre groupe	76%	79.6%	4.7%
<u>5</u>	PMO Questions: 53-54	% d'hommes et de femmes affirmant que les projets à base communautaire sont "bons" ou "très bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents pour leur zone	55%	55.2%	0.4%
<u>6</u>	4.2.2_ii (4.2.1_iv) Questions: 57/57-a	% d'hommes et de femmes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	40%	60.0%	50%



		% d'hommes et de femmes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux ressources naturelles	31%	38.0%	22.6%
<u>7</u>	4_ii Question: 37	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles en tant que principales activités économique (agriculture, pêche, élevage) dans la ZP	80%	85.5%	6.9%
<u>8</u>	4.1.2-n	Mesure dans laquelle les points ci-dessous changent avec le temps			
<u>9</u>	4.1.2_i Questions: 59-66	Disponibilité	13%	20%	53.9%
<u>10</u>	4.1.2_ii Questions: 59-66	Conscience	45%	55%	22.2%
<u>11</u>	4.1.2_iii Questions: 59-66	Qualité	25%	28%	12%
<u>12</u>	PMO Question: 58	% des interviewés déclarent avoir de la confiance dans les services fonciers de l'Etat pour accéder à la terre.	35%	38.5%	10%
<u>13</u>	4.2.1_iv	4.2.1_iv: % d'hommes et de femmes indiquant qu'ils ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés		39.6%	
<u>14</u>	4.2.5_i Question: 16	4.2.5_i: % d'hommes et femmes déclarant avoir un emploi rémunéré pour une durée d'au moins une semaine au cours des 3 derniers mois	16%	45.5%	184.4%
<u>15</u>	4.2.3_i Question: 67	4.2.3_i: % d'hommes et femmes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	22%	31.8%	44.5%
<u>16</u>	3_i (territoire) Question: 70	% d'hommes et femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien"			
		a) L'établissement de la paix	16%	22.0%	37.5%
		b) Réduction de la pauvreté	5%	6.4%	28%
		c) Augmentation de l'emploi	3%	5.7%	90%
		d) Combat contre la corruption	5%	7.6%	52%
		e) L'unification des différents groupes ethniques	25%	28.3%	13.2%
		f) L'amélioration de la vie des Congolais		5.3%	
		g) L'assurance de la sécurité	14%	13.8%	(1.4%)



		h) Le combat contre les violences sexuelles	41%	45.1%	10%
		i) L'amélioration de la vie de tous les jours	7%	7.9%	12.9%
<u>17</u>	3.2_i Question: 71	% d'hommes et femmes indiquant que les autorités locales (chef de quartier / village) représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population	16%	24.2%	51.3%
<u>18</u>	3.3.4_i Question: 72	% d'hommes et femmes "d'accord" ou "totalement d'accord" avec l'affirmation : "les ETD représentent bien ou très bien les intérêts de la population" (indicateur à confirmer)	31%	33.7%	8.7%
<u>19</u>	3.2.2_ii Question: 73	% d'hommes et femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (i.e., "vraies taxes", pas des "taxes inventées")	63%	47.6%	(24.4%)
<u>20</u>	3.2.3_i Question: 74	% d'hommes et femmes "d'accord" avec les affirmations suivantes sur la corruption dans le système judiciaire :- "Les acteurs de la justice sont corrompus"	72%	55.6%	(22.8%)
<u>21</u>	PMO Question: 78	% des femmes et hommes déclarant avoir un 'bon' ou 'très bon' accès aux informations sur le rôle des services étatiques	20%	25.4%	27%
<u>22</u>	PMO Question:85	% des femmes et hommes qui indique qu'ils sont 'satisfaits' ou 'très satisfaits' avec le système qui leur permet de demander des comptes aux services étatiques	49%	58.7%	19.8%
<u>23</u>	PMO Question: 87	% d'interviewees déclare connaître les mécanismes locaux d'éveil	25%	57.2%	128.8%
<u>24</u>	PMO Question: 88	% d'hommes et femmes qui affirment que le système de sécurité et d'alerte est efficace	45%	50.0%	11%
Degré moyen d'amélioration des indicateurs des résultats du projet					29.1%

MOTIF POUR



Pour ce qui est de l'efficience des actions du projet, il a été retenu que Les compétences et le professionnalisme des équipes techniques ayant la charge de conduire les activités du projet ne font pas l'ombre de doute. En outre, les staffs interagissent de façon harmonieuse avec les bénéficiaires.

Le ratio coût par bénéficiaire a été arrêté à 13,9\$us par individu pour les deux ans. Ce coût a été jugé de significativement très faible par rapport aux avantages générés par le projet en termes (a) des bénéfices financiers réalisés par les différents producteurs impulsés par le projet (b) d'autres avantages sociaux exprimés en termes de la capacité des actions du projet à consolider localement la paix et la cohésion sociale, à promouvoir l'estime de soi et la considération des personnes jadis vulnérables et très dépendantes des membres de leurs familles et de la communauté, de l'amélioration de la gouvernance locale au profit des populations sinistrées, ...

Plusieurs modules de formation ont été dispensés au profit des membres de communautés dans le cadre de l'amélioration de leurs compétences techniques. Le projet a donc été jugé de très efficient.

Le Potentiel de durabilité des actions du Projet a été jugé de moyen. Le contexte local incitant aux déplacements massifs des populations vers des sites jugés de relativement calmes (notamment la Cité de Kasindi, la ville de Beni et de Butembo, ...) est un facteur préoccupant.

Cependant, le bénéfice tiré des activités du projet et sa valeur dans le changement du cadre de vie des bénéficiaires est un gage important dans la pérennisation des actions du projet.

La mise en place des structures communautaires auto-gérées telles que les coopératives et autres organisations paysannes opérationnelles, les AVEC demeure une approche qui garantit l'appropriation des actions par les membres de la communauté. Cependant, l'action des coopératives est jusque-là embryonnaire en termes de fonctionnement des organes et de gestion ; elle nécessite une consolidation conséquente. Par ailleurs, la mise en place par le projet d'un mécanisme de résolution pacifique des conflits à travers les CLPD et le bureau contentieux de l'Administration Foncière dont les membres ont pris l'engagement de continuer à travailler de manière bénévole sous la coordination territoriale de la CPAP est un élément important d'appropriation des actions du projet.

Pour ce qui est de l'impact des actions entreprises, Les actions du projet ont le mérite de s'être rapprochées de la population pendant un moment de grand désespoir et de sentiment d'abandon par ses dirigeants en abordant en face des sujets à base des inquiétudes et d'insatisfaction des membres de la communauté.

Les activités du projet qui ont permis le regroupement des membres de la communauté autour des intérêts communs, notamment à travers les activités des Champs-Ecole, les Coopératives, les AVEC, ... permettent auxdits membres de renforcer la cohésion sociale entre eux et participer ainsi à la promotion de la paix et la réduction des conflits. Cette cohésion a connu un grand ingrédient dans la communauté : les dialogues démocratiques par lesquels les principales dynamiques des conflits ont été identifiées, analysées et traitées ; une nouveauté selon les femmes de Batangi.



Le renforcement des mécanismes de résilience des ménages en général, et des femmes en particulier à travers l'initiation des AVEC et des Centres d'alphabétisation, est considéré comme une approche qui garantit le droit d'accès des femmes aux ressources, une variable économique importante susceptible de booster les initiatives porteuses de changements structurels dans cette communauté dominée par la tradition coutumière. Désormais, cette femme devenue productive acquiert un certain pouvoir qui lui permet de participer aux décisions du ménage de manière considérée.

Les relations d'affaires établies entre les producteurs suivis par le projet et d'autres acteurs locaux, notamment les vendeurs, les transformateurs, ... constitue une base importante de la mise en place des mécanismes de développement des chaînes de valeurs agricoles durables dans la zone.

Par ailleurs, la capitalisation de nouvelles connaissances techniques par les membres des associations et les jeunes formés en métiers et leur réplique dans la communauté créera une dynamique de développement local traduite par de nouveaux emplois de jeunes à travers des métiers porteurs et luttant ainsi contre l'oisiveté des jeunes, facteur important de la pauvreté, et partant, génératrice des conflits.

Le renforcement des capacités techniques, matérielles et humaines de l'administration foncière territoriale à travers la numérisation, avec une certaine dose de bonne foi, rassure de la sécurisation des droits fonciers des membres de la communauté, et partant devient une solution aux multiples différends liés au foncier et qui génèrent souvent des conflits et de la violence.

Les retombées des actions du projet sur une surveillance efficace et le suivi des exploitations des ressources naturelles par les autorités compétentes et les organisations de la société civile locale ont « réveillé » leur implication et participation dans ce domaine aussi crucial de la vie économique de la zone, et dont l'incidence sur les conflits locaux n'est pas négligeable.

0.6 Conclusion et principales recommandations.

0.6.1 Conclusion

« Ensemble pour Beni » est un projet mis en œuvre en territoire de Beni, respectivement en chefferie / secteurs de Beni-Mbau, Ruwenzori et de Watalinga par un consortium dont le lead est assuré par l'OIM en vue de contribuer à la stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) à travers des interventions dans les piliers du Dialogue Démocratique, de la relance économique et de la restauration de l'autorité de l'Etat.

Les résultats de l'étude ont clairement montré que les changements apportés par le projet sont certains et très appréciables aussi bien sur le plan du ménage, de la communauté toute entière que des institutions locales.

De façon générale, la vie qui semblait s'arrêter dans la zone a encore une fois été restaurée à travers les actions du projet : les membres de la communauté peuvent désormais adresser les conflits dans leurs communautés à travers des mécanismes de dialogue démocratique instaurés et les structures locales de paix (ii) les emplois des jeunes et autres vulnérables ont été créés à travers l'acquisition de nouvelles connaissances techniques en métiers porteurs (iii) la coopération entre l'autorité locale et la population



a été effective sur des questions de paix, de sécurité et de développement (iv) le rapprochement des populations est réel (v) et l'accès à la terre est assuré pour des milliers des populations, ...

La conclusion de l'évaluation et que le projet a réellement été pertinent ; ce qui a laissé la plupart d'interlocuteurs de souhaiter voir le projet poursuivre ses activités pour consolider les acquis dans les zones ciblées et étendre lesdites activités dans les autres groupements des chefferies ciblées.

L'analyse des défis transparaisant de notre mission montre cependant que malgré l'engagement multi-acteurs, des défis versus enjeux restent de taille pour évoluer vers une paix durable.

Certes, le projet a su définir une approche appropriée qui promeut les options stratégiques telles que (i) adresser les moteurs de conflits à la base de la paupérisation de la population (ii) plaider en faveur des politiques plus adaptées au contexte de bonne gouvernance (iii) œuvrer pour le rapprochement et la mise en confiance entre les porteurs d'obligations et les détenteurs des droits, ... mais des actions permettant de consolider ces acquis demeurent indispensables.

0.6.2 Recommandations

0.6.2.1 Recommandations formulées par le consultant

- ✓ Les actions du projet ont posé une bonne base ; leur consolidation dans les communautés demeure indispensable pour ne pas perdre les investissements ainsi consentis ;
- ✓ Approfondir, à travers une nouvelle étude, l'analyse sur les contraintes pour la paix dans la zone en musant davantage sur les acteurs politiques hors-zone et la dimension régionale, y compris la circulation des armes dans la zone ;

0.6.2.2 Recommandations formulées par les bénéficiaires

- ✓ Appuyer l'exécution du plan locale de sécurité élaboré par l'autorité de Beni-Mbau ;
- ✓ Penser à des Travaux à Haute intensité en main d'œuvre (Routes de desserte agricole) ;
- ✓ Renforcer la formation et le recyclage des animateurs de la société civile locale
- ✓ Etendre les actions du projet dans d'autres groupements des chefferies ciblées ;
- ✓ Allonger la durée du projet (les activités se sont effectuées en une courte durée) ;
- ✓ Poursuivre les activités de numérisation
- ✓ Travailler davantage sur la collaboration entre les membres de la communauté et les prestataires de service de sécurité
- ✓ Finaliser les paillotes de paix



Chapitre 1. Introduction Générale

Le projet « Ensemble pour Beni », est un projet mis en œuvre par un consortium de cinq organisations : Organisation Internationales pour les migrations « OIM », World Vision (WV), Search for Common Ground (Search), Interpeace et l'Université Chrétienne Bilingue du Congo (UCBC). L'OIM en assure le lead. Ce projet issu de la Stratégie Internationale d'Appui à la stabilisation et la Sécurité (ISSSS), est implémenté en territoire de Beni du 1er Juillet 2018 au 30 Juin 2020 en faveur des groupes cibles suivants : Les communautés locales, les groupements de la société civile (avec une attention particulière pour les groupes vulnérables tels que les femmes et les jeunes), les chefs traditionnels, les autorités administratives provinciales et locales, les représentants des services publics déconcentrés, les leaders religieux et les membres des différentes églises, les leaders communautaires, les représentants des structures traditionnelles et les partis politiques.

Ainsi, pour apprécier le niveau d'atteinte des résultats par ce projet, l'OIM a commandité la présente évaluation finale externe.

La démarche de la présente évaluation a été itérative et prospective afin d'apprécier la mise en œuvre des activités du projet, tirer les leçons et faire des propositions pertinentes pouvant orienter d'autres projets similaires à l'avenir.

La mission d'évaluation a pu se rendre dans les sites de mise en œuvre du projet dans les trois chefferies ciblées du territoire de Beni où l'équipe a rencontré les bénéficiaires et autres parties prenantes au programme.

1.1 Tour d'Horizon du Projet

Résumé du projet

Titre du projet	Ensemble pour Beni
Zones d'intervention : Territoire de Beni	<ul style="list-style-type: none"> • Chefferie de Beni-Mbau: Batangi-Mbau, Baswagha / Madiwe • Collectivité chefferie de Ruwenzori : Bolema, Buliki, Malambo et Basongora • Collectivité chefferie de Watalinga : Batalinga
Période du Projet	2 ans : 1er Juillet 2018 au 30 Juin 2020, Avec une extension de 6 mois allant de Juillet à Décembre 2020
Mise en œuvre par	Organisation Internationales pour les migrations (Lead), World Vision, Search for Common Ground (Search), Interpeace et l'Université Chrétienne Bilingue du Congo (UCBC).
Partenaires de mise en œuvre	SOFEPADI, Mavuno, ASADHO, CDIP
Bailleurs des fonds	FCS



1.2. Rappel des termes de référence de la mission

1.2.2 But de l'évaluation

L'évaluation finale du projet « Ensemble pour Beni » a pour but principal de fournir une revue finale sur la performance de l'exécution du projet. Il s'agira de faire une analyse de l'impact / effet d'une approche ayant contribué à la réduction / la stabilisation à travers les trois piliers de la stratégie I4S notamment (i) le dialogue démocratique (ii) la relance économique et (iii) la restauration de l'autorité de l'État. Il s'agira également d'analyser les réalisations du projet et les changements apportés par ce dernier de manière exhaustive sur la base de 5 domaines différents mais interconnectés des critères d'évaluation d'une action humanitaire.

Elle vise à évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des résultats escomptés du projet. Elle permettra aussi de fournir les éléments nécessaires pour montrer la contribution du projet dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale d'une part, et d'autre part de formuler des recommandations stratégiques et pratiques issues des leçons apprises utiles à partager avec toutes les parties prenantes incluant les bailleurs et les bénéficiaires cibles en vue de définir des interventions nécessaires pour une éventuelle seconde phase.

1.2.3 Objectifs spécifiques de l'évaluation finale

De façon spécifique, il s'agira de :

- Montrer dans quelle mesure la formulation du projet ainsi que l'approche utilisée sont pertinentes pour la satisfaction des besoins identifiés ;
- Mettre en exergue l'apport du projet dans la réalisation des missions et stratégies de ISSSS ;
- Examiner les progrès atteints dans la réalisation des produits escomptés en faisant ressortir les forces et les faiblesses ;
- Analyser les facteurs qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des résultats ;
- Apprécier la durabilité des résultats escomptés (renforcement institutionnel et technique, prise en charge des coûts récurrents, appropriation du changement par les bénéficiaires, etc.) ;
- Apprécier la stratégie de partenariat pour réaliser les résultats ainsi que les dispositions prises pour rendre compte ;
- Analyser la pertinence des indicateurs de suivi-évaluation et leur adaptation à la mesure des produits ;
- Examiner la contribution du projet dans la promotion de l'équité et de l'égalité de genre ;
- Faire ressortir les leçons apprises de la mise en œuvre du projet et proposer des recommandations pour la prochaine phase ;

1.3. Aperçu sur l'approche Méthodologique de l'Evaluation finale.

L'approche a respectivement consisté en la revue documentaire, l'animation des réunions des groupes de discussion, l'entretien avec des personnalités clés et la visite des actions de terrain.



1.3.1 Revue documentaire

La revue documentaire qui a consisté à passer en revue l'actualité de la documentation disponible en rapport avec le projet, notamment les documents de planification, le cadre logique, le rapport de l'étude de base du projet, les termes de référence de l'évaluation, la base des données pour le suivi du projet, les rapports d'avancement techniques du projet, le plan de suivi et évaluation, les statistiques disponibles pour les zones concernées, la cartographie des lieux ciblés, les documents financiers, les modules et rapports de formation, les comptes rendus des différentes réunions en rapport avec le projet, les rapports de supervision et de suivi des activités, ...

1.3.2 Collecte des données qualitatives

L'approche qualitative a permis de comprendre comment le changement induit par le projet s'est produit auprès des bénéficiaires. Elle a aussi permis de tirer les leçons pour la programmation future, en particulier pour la potentielle prochaine phase du projet Ensemble pour Beni. Cette approche a permis de collecter les informations en rapport avec la pertinence du projet auprès de ses bénéficiaires, l'impact, les potentiels gaps en ces jours dans la thématique du projet ainsi que les mécanismes de durabilité dans les communautés bénéficiaires.

1.3.2.1 Discussions en groupe

Les discussions en groupes ont été menées avec les différentes parties prenantes au projet à savoir les membres des communautés locales, les groupements de la société civile, les chefs traditionnels, les autorités administratives locales, les représentants des services publics déconcentrés, les leaders religieux, les leaders communautaires, les représentants des structures traditionnelles, ...

Les Guides d'entretien qui ont servi d'outils de collecte des données ont été élaborés de façon qu'ils répondent aussi bien aux principales questions d'évaluation posées, qu'aux critères clés d'évaluation à savoir la pertinence des actions du projet (b) l'efficacité et la rentabilité des actions menées (c) l'impact et (d) la durabilité.

Au total 256 personnes dont 128 femmes ont été rencontrées dans 32 focus group organisés dans les trois chefferies.

1.3.2.2 Rencontres avec les personnalités clés.

Les rencontres individualisées ont aussi été organisées dans la zone du projet et ont atteint 60 personnes (18 femmes) dont 13 chefs locaux, 36 leaders communautaires et religieux dont les animateurs des noyaux de la société civile, 11 animateurs des services techniques de l'Etat (La liste de personnes rencontrées est tenue à l'annexe 02).

Ces entretiens ont permis à l'évaluateur de recueillir l'appréciation de différents acteurs sur la mise en œuvre des activités du projet ainsi que le niveau de réalisation de différents résultats.

Tous les sites initialement prévus être visités l'ont effectivement été comme repris dans le tableau ci-dessous :



Tableau 1. Axes / Chefferie visitées par l'équipe d'évaluation

N°	Axes / Chefferies
01.	Chefferie de Beni-Mbau : Batangi-Mbau, Baswagha / Madiwe
02.	Chefferie de Ruwenzori : Bolema, Buliki, Malambo et Basongora
03.	Chefferie de Watalinga : Batalinga

1.3.3 Collecte des données quantitatives.

Une enquête quantitative a été menée, particulièrement auprès des membres des communautés locales bénéficiaires des actions du projet. Les questions conçues à cet effet se sont plus penchées à mesurer la valeur finale des principaux indicateurs du projet tels que repris dans son cadre logique, afin de les comparer aux objectifs « **cibles** » définis par le projet, et dégager ainsi le niveau de leur atteinte. Ces questions ont été reprises dans la note d'inception produite au début de cette mission.

La collecte des données s'est effectuée par une équipe de 35 enquêteurs et superviseurs dont 7 femmes, après une séance d'induction d'un jour tenue en ligne et qui a permis à l'équipe (1) de s'imprégner des objectifs du travail à réaliser, (2) se familiariser avec les outils de collecte des données (3) harmoniser la compréhension sur les outils de travail (4) avoir une traduction commune et exacte de certains concepts en langues locales (5) se familiariser à la manipulation de l'outil KoboCollect.

A l'issue de cette enquête, **1036** bénéficiaires du projet (dont **479 femmes, soit 46%**) ont été atteints suivant les données du tableau ci-dessous :

Tableau 2. Niveau d'atteinte de l'échantillon déterminé

N°	Chefferie / Secteur	Prévu ¹	Atteint	%
1	Beni-Mbau	416	421	101.20%
2	Ruwenzori	520	512	98.50%
3	Watalinga	104	103	99.00%
Total		1040	1036	99.60%

¹ La taille de l'échantillon a été calculée pour chaque catégorie de bénéficiaires par le logiciel Raosoft.



Chapitre 2. Présentation sommaire du Projet en évaluation

Nous décrivons sommairement sous ce chapitre les objectifs poursuivis par le projet ainsi que les résultats attendus, ainsi que les principales approches utilisées pour l'opérationnalisation du projet.

2.1 Les objectifs du Projet en évaluation

L'objectif global du projet est de contribuer à la stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) à travers des interventions dans les piliers du Dialogue Démocratique, de la relance économique et de la restauration de l'autorité de l'Etat.

De façon plus spécifique, le projet s'est assigné les objectifs suivants :

Contribuer à l'amélioration de la sécurité, de la stabilisation et de la cohésion sociale par la promotion des mécanismes inclusifs de résolution des conflits axés sur le dialogue.

Contribuer à l'amélioration des relations entre l'Etat et les collectivités grâce à l'amélioration de la prestation de services de sécurité et à une plus forte perception des services au sein des communautés.

Contribuer à la création des conditions plus favorables pour la relance économique locale à travers l'accès amélioré à la terre, aux marchés, au crédit et à l'emploi rémunéré, avec un focus spécifique sur les questions foncières.

Les résultats clés attendus du projet sont notamment :

R1.1 : Des cadres inclusifs de dialogue et de concertation pour l'identification des défis et priorités des communautés sont opérationnels et des solutions inclusives et participatives sont mises en place.

R1.2 : Des relations positives sont construites au niveau local à travers le renforcement de la confiance et la collaboration entre les communautés, les autorités (locales et provinciales) et les autres parties prenantes.

R1.3 : Les interventions de stabilisation sont conçues, harmonisées et coordonnées sur base des résultats du dialogue.

R2.1 : La performance des fournisseurs de services fonciers est améliorée dans la ZP

R2.2 : L'accès aux marchés, au crédit et à l'emploi rémunéré est maintenu et accru

R3.1 : Les expériences locales sont prises en compte au niveau provincial afin d'en assurer la durabilité

R3.2 : Les rôles et responsabilités des services étatiques (PNC et ETD) sont compris, acceptés et mis en œuvre

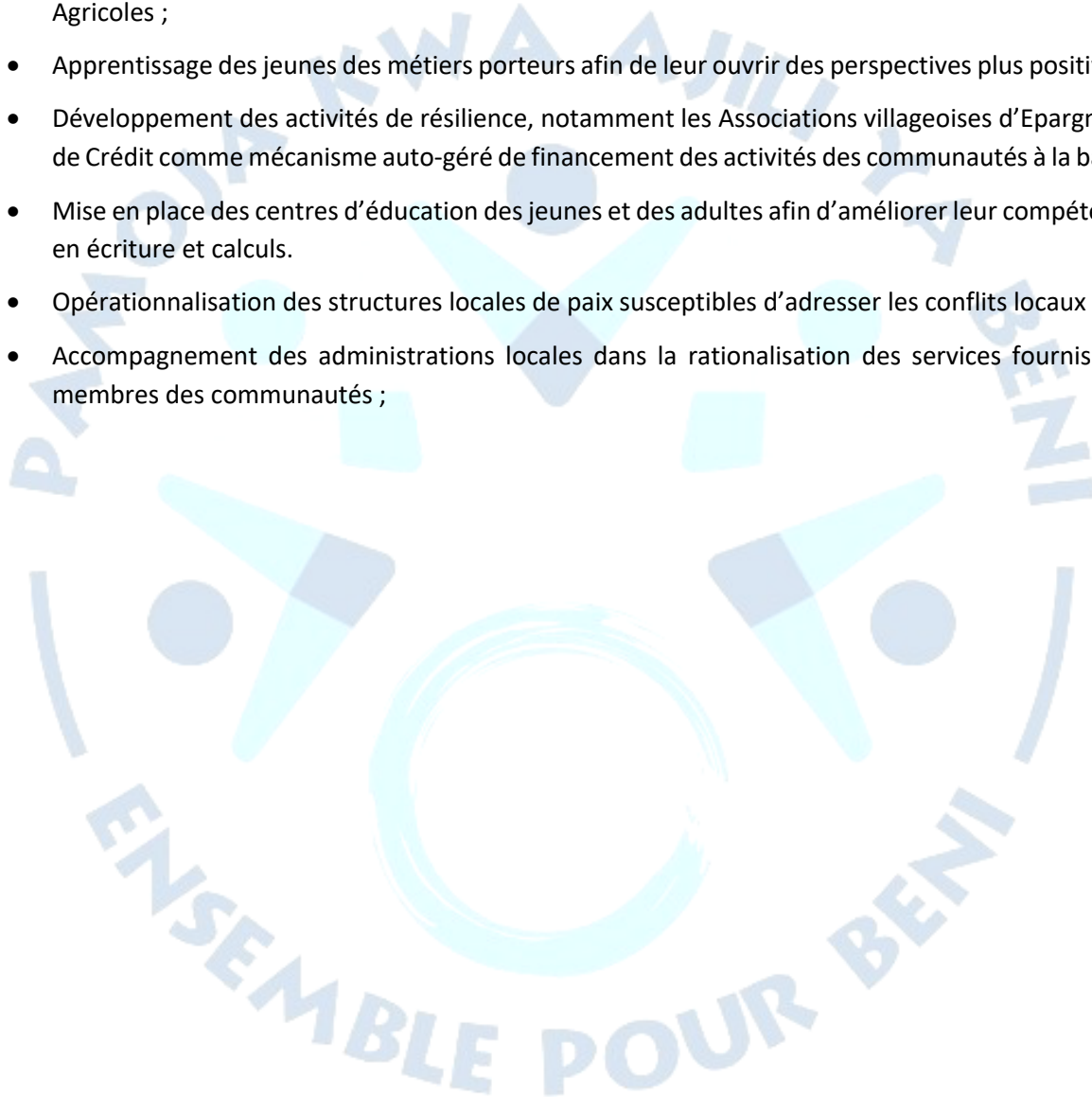
2.2. Opérationnalisation du Projet.

L'opérationnalisation des actions du projet s'est particulièrement appuyée sur les stratégies d'intervention suivantes :

- Une approche communautaire axée sur le Dialogue Démocratique en étroite collaboration avec des organisations locales et la Cellule Provinciale d'appui à la Pacification (CPAP) afin d'encourager les parties au conflit à soutenir un processus de réconciliation pacifique
- Soutien direct aux producteurs agricoles à travers l'appui en intrants agricoles et d'élevage, des formations techniques et un accompagnement de proximité ;



- La structuration des producteurs en coopératives agricoles à travers des séances d'éducation coopérative en vue de leur adhésion et engagement aux principes coopératifs. En effet, les membres organisés en coopératives devront bénéficier des services de commercialisation organisés par ces dernières et devront agir pour défendre les intérêts de producteurs qui adhèrent à la vente groupée ;
- Développement institutionnel des coopératives agricoles et autres Associations des Producteurs Agricoles ;
- Apprentissage des jeunes des métiers porteurs afin de leur ouvrir des perspectives plus positives ;
- Développement des activités de résilience, notamment les Associations villageoises d'Épargne et de Crédit comme mécanisme auto-géré de financement des activités des communautés à la base ;
- Mise en place des centres d'éducation des jeunes et des adultes afin d'améliorer leur compétence en écriture et calculs.
- Opérationnalisation des structures locales de paix susceptibles d'adresser les conflits locaux ;
- Accompagnement des administrations locales dans la rationalisation des services fournis aux membres des communautés ;





Chapitre 3. Analyse des Résultats Clés de l'Évaluation

Les résultats clés de la présente évaluation sont principalement présentés à travers les principaux critères DAC -OCDE à savoir la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des actions. Mais avant d'aborder ces principaux critères, disons un mot sur le profil général que présentent les répondants à l'enquête organisée dans le cadre de la présente étude.

3.1. Profil sommaire des Répondants.

L'étude a été conduite en territoire de Beni, Chefferie de Watalinga et Secteurs de Ruwenzori et Beni-Mbau respectivement dans sept groupements, à savoir Buliki, Batalinga, Bolema, Baswagha/Madiwe, Basongola.

Nos enquêtes y ont atteint 1036 personnes dont le profil sommaire est le suivant :

3.1.1 Sexe, âge, religion et Groupes ethniques des répondants

46% des répondants sont des femmes et 54% d'hommes dont l'âge moyen est de 39,17 ans (minimum 18 ans, maximum 93 ans).

74,2% des répondants sont chefs des ménages dont 85,8% d'hommes et 14,2% de femmes. Les relations entre membres des ménages contactés sont telles 70,8% sont des conjoints, 7,1% considèrent les chefs des ménages leur parents, 4,9% frères et/ou sœur et 17,2% les chefs de ménages sont leurs enfants.

88,5% des répondants sont de la religion chrétienne (91% des femmes) et 8,9% sont de la religion musulmane (5,8% des femmes).

Pour ce qui est de groupes ethniques, 83,7% des répondants sont des Banande ; 7,8% des Batalinga, 1,8% des pygmées et 6,3% d'autres ethnies² de la région.

3.1.2 Niveau d'Instruction des répondants et effectifs des personnes en charge.

25% des répondants (32,6% des femmes) n'ont aucun niveau d'instruction quand 33% ont fréquenté l'école primaire (34,3% des femmes), 36,9% (29,2% femmes) ont un niveau de l'école secondaire et 4,2% seulement (dont 2,9% femmes) ont atteint le niveau d'enseignement supérieur.

Pour ce qui est du niveau supérieur d'enseignement du chef de ménage, les données relèvent que 13,5% sont sans niveau d'étude, 38,2% des chefs de ménages ont un niveau du primaire, 43,4% ont un niveau du secondaire quand 4,9% seulement ont un niveau d'enseignement supérieur.

Le niveau d'instruction le plus élevé d'un membre du ménage est tel que 14,2% n'ont aucun niveau, 27,5% sont du niveau primaire, 51,6% sont du niveau du secondaire et 6,7% du niveau supérieur.

6,5 personnes est l'effectif moyen des personnes en charge par les ménages enquêtés. Pour les personnes vivant avec handicap 7,4% des répondants (6,7% femmes) rapportent avoir au moins une personne

² Les ethnies rencontrées sont les Lese, Hema, Bashi, Hutu, Hunde, Lega, Tutsi, Nyanga, Lendu, Bundu, Havu.



handicapée dans leurs ménages. La moyenne établie à cet effet est de 1,69 personnes vivant avec handicap par ménage concerné.

3.1.3 Profil économique des répondants.

Depuis Novembre 2014, le territoire de Beni vit des épisodes macabres des tueries barbares et qui tendent à une quasi-généralisation de la violence dans le territoire entraînant ainsi une insécurité existentielle dans tous les domaines de la vie de la population.

En raison de ces années d'expériences traumatisantes de violence, une grande partie de la population est fortement accablée : les perspectives d'avenir et les capacités d'auto prise en charge s'amenuisent considérablement. Un peu de souffle provient principalement des activités humanitaires dans la zone.

65,6% (65,6% des femmes) des répondants estiment avoir l'agriculture -l'élevage - pêche et chasse pour activité économique principale quand 10,6% (11,1% des femmes) estiment le commerce comme leur principale activité économique et 11,4% (12,3% des femmes) déclarent ne vivre que des travaux occasionnels.

L'emploi formel a été relevé par 9,8% (8,8% de femmes) des répondants comme étant leur principale activité économique (5% à Beni-Mbau, 13,3% à Ruwenzori et 12,6% dans le Watalinga).

Faisons remarquer que durant les trois derniers mois, 45,5% des répondants dont 41,5% des femmes déclarent avoir accéder à un emploi rémunéré d'au moins une semaine.

Pour ce qui concerne le statut des logements occupés par les répondants, 67,2% (61,3% femmes) disent être propriétaires des habitations qu'ils occupent quand 29,5% (35,5% femmes) se disent locataires.

36,7% des propriétaires se disent détenir un titre officiel de leurs logements quand 52,6% (59,9% de femmes) estiment ne rien avoir comme titre officiel de leurs logements.

3.1.4 Résumé sur le profil des répondants.

Pour des raisons liées à la morosité de la situation contextuelle, le profil général dégagé par les répondants est très bas et traduit entre autres un faible niveau d'accès aux services sociaux de base dont l'éducation.

Or, il est établi que l'accès des populations pauvres à divers services de base, tels que l'éducation, la santé, l'assainissement – joue également un rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté³.

Par ailleurs, les perspectives d'avenir et les capacités d'auto-prise en charge des ménages s'amenuisent considérablement suite à la réduction des opportunités économiques dans la zone. En effet, rappelons que la zone est principalement à vocation agro-pastorale quand l'accès aux champs devient très limité dans Beni-Mbau et Ruwenzori pour la plupart des ménages dont plusieurs sont aussi contraints au déplacement.

Un peu de souffle aux ménages provient principalement des activités humanitaires dans la zone.

³ DFID et DDC, Synthèse de la démarche M4P



3.2. Appréciation de la Pertinence des Actions du Projet.

La pertinence des actions du projet en évaluation est appréciée à travers la manière dont les actions entreprises ont été (i) une réponse aux besoins et priorités des communautés bénéficiaires (ii) une réponse aux questions de paix et de cohésion sociale dans les communautés ciblées (iii) alignement des actions du projet aux politiques nationales avant de dégager quelques potentialités et défis liés à la pertinence du projet.

3.2.1 Projet « Ensemble pour Beni », réponse aux besoins et aux priorités des communautés ciblées.

Les problèmes que rencontrent actuellement les communautés rurales en territoire de Beni sont nombreux et parfois complexes : une pauvreté quasi-généralisée, faibles niveaux de scolarisation des jeunes, oisiveté des jeunes, déplacement des populations, un développement insuffisant des infrastructures, des marchés mal intégrés, ... Ces problèmes sont exacerbés par la quasi-généralisation de l'insécurité, le manque d'emplois et d'opportunités entrepreneuriales chez les catégories les plus défavorisées, plus particulièrement chez les femmes et les jeunes.

Depuis un certain temps, les acteurs multiformes dont les organisations humanitaires se concentrent sur les questions cruciales de paix, de sécurité et de cohésion sociale dans la zone, questions jugées d'indispensables pour le développement local à travers des appuis aux structures locales de paix et de développement.

Voilà ce à quoi les actions du projet « Ensemble pour Beni » se sont attelées les deux dernières années et qui a permis aux leaders locaux contactés de déclarer : « les actions du projet ont permis que nous ayons accès aux opportunités économiques, notamment l'apprentissage par des jeunes (filles et garçons) des métiers divers »⁴. Cette perception a aussi été partagée par un leader de Oicha⁵ qui, d'après lui, le projet EPB a permis la création d'emplois des jeunes à travers les métiers appris de coupe et couture, salon de coiffures, ouvertures des restaurants et dépôts des denrées alimentaires, ...

Ces arguments ont été renforcés par les filles de Batangi⁶ qui ont estimé que c'est grâce au projet qu'elles sont capables de « s'auto-prendre en charge par les activités tel que : l'initiation à la coupe et couture, salon de coiffure, l'entretien des jardins pour subvenir aux besoins vitaux (le manger), construction des puits d'eau, le développement de l'esprit d'autonomie, la résolution des conflits entre les femmes civiles et les femmes des militaires (cas de vol des produits agricoles), ... »

Par ailleurs, une femmes leader de Batangi a estimé que c'est grâce au projet que les femmes viennent de comprendre la pertinence de la notion d'épargne et les liens entre celle-ci et le crédit, une notion qui

⁴ Entretien avec un leader Communautaire de Batalinga

⁵ Entretien avec un leader de OICHA

⁶ Focus group avec les femmes et filles de Batangi (Mavivi-Mbau)



leur échappait auparavant, soutiennent-elles⁷. Voilà ce qui a permis aux hommes rencontrés à Kamango d'affirmer que : « Dans notre communauté, nous avons accès au crédit grâce aux AVEC opérationnelles »⁸.

Les filles de Bulongo estiment quant à elles que le projet EPB a été une grande opportunité pour elles car leur permis d'initier et appuyer leurs activités génératrices des recettes⁹

Tout en reconnaissant les bienfaits du projet dans la sensibilisation à l'implication de tous les membres de la communauté dans la recherche de la paix et de sécurité, les leaders locaux contactés à Watalinga reconnaissent que le niveau de sécurité dans leurs entités est de relativement calme et une certaine amélioration a été noté dans l'axe Kamango qu'il y a deux ans. « Nous étions déplacées à Nobili mais nous commençons à revenir dans nos villages bien que la circulation des personnes et de leurs biens actuellement dans notre entité reste précaire », ont déclaré les hommes rencontrés à Kamango¹⁰. Par ailleurs, les femmes et les jeunes sont autant impliqués que les hommes dans la recherche de la paix et de la sécurité à travers des dénonciations des cas suspects, elles en informent rapidement les parties concernées.

En chefferie Beni-Mbau par contre, les parties sont quasi-unanimes que la circulation des personnes, reste encore limitée ; les femmes et les filles de Batangi¹¹ parlent de l'opération 17h où toutes les activités sont appelées à être stoppées et la population doit déjà dormir bien que les femmes de Kasindi reconnaissent qu'elles peuvent encore librement circuler dans la cité sans aller loin en brousse¹².

Les mérites du projet dans le rétablissement de la sécurité sont cependant relevés par les leaders communautaires de Mbau qui estiment qu'en encadrant les jeunes à travers diverses formations, qu'en suscitant l'esprit entrepreneurial des jeunes et des adultes dans la zone, en regroupant les couches de la communauté dans les AVEC, le projet a significativement contribué à l'amélioration de la sécurité locale¹³.

Pour ce qui est de la collaboration entre les membres de la communauté et les autorités locales, les leaders locaux contactés estiment que cette collaboration connaît des avancées dans le domaine de la recherche de la paix, la sécurité et la relance économique locale, mais les leaders locaux estiment qu'il y a toujours des dérapages dans les actions des autorités locales. Ce qui a laissé les filles de Kamango de déclarer : « Nous sommes marginalisées dans notre communauté par les hommes et les autorités locales, car à chaque fois que nous venons nous plaindre auprès desdites autorités pour tel ou tel fait, certaines n'hésitent pas à nous proposer des avances sexuelles pour avoir gain de cause ».¹⁴ Pareille attitude n'a pas été non plus bien appréciée par le groupe d'hommes rencontrés à Kamango et qui ont estimé que : « Nos dirigeants sont presque méfiants de nous, même quand nous leur faisons des suggestions en

⁷ Entretien avec une femme Leader de Batangi

⁸ Focus des hommes de Batalinga

⁹ Focus des filles de Bulongo

¹⁰ Focus des hommes de Kamango

¹¹ Focus avec les femmes et filles de Batangi

¹² Focus des femmes de Kasindi

¹³ Entretien avec un leader communautaire à Mbau

¹⁴ Focus des jeunes filles de Kamango



rapport avec les questions de sécurité, elles ne les considèrent pas »¹⁵. Ce même groupe d'hommes a fortement apprécié les sensibilisations reçues sur les violences faites à la femme en ces termes : « Ici chez nous, avant 2015, nous ne savions pas ce qu'étaient les violences faites aux femmes, mais grâce aux sensibilisations faites, nous commençons à comprendre qu'il y a des violences que nous commettons en l'endroit de nos femmes sans le savoir ; mais durant cette année, nous commençons à changer »¹⁶.

Si des efforts restent à fournir pour améliorer la collaboration entre les autorités locales à Watalinga et leur population, des avancées notoires ont été constatées dans les deux autres chefferies (Beni-Mbau et Ruwenzori) où les témoignages sont concordants quel que soit la couche sociale consultée.

En effet, les jeunes filles de Mutwanga estiment que le degré de coopération avec l'autorité s'est amélioré car « de fois les autorités nous invitent pour échanger sur des questions d'intérêt général, notamment la paix et la sécurité ; aussi les policiers sont désormais courtois à l'égard des prévenus et des populations »¹⁷. C'est aussi l'avis des filles de Bulongo, à près de 7 Km de Mutwanga, qui ont déclaré à nos équipes : « Les dirigeants collaborent bien avec nous, nous leur parlons maintenant sans problème et leur dénonçons les personnes suspectes en temps réel »¹⁸

Un Leader communautaire d'OICHA a aussi estimé : « que la collaboration avec l'autorité est bonne, surtout par des messages d'alerte, des dialogues organisés, des échanges d'informations et de dénonciations des cas suspects »¹⁹. C'est aussi l'avis des femmes et filles de Mavivi-Mbau qui, en atténuant, reconnaissent cependant que la collaboration est moyenne et tient sur les échanges des informations pour des cas suspects, dénonciation des personnes suspects ou ceux qui sont en collaboration avec les ennemis. Ces femmes estiment que la confiance envers l'autorité est souvent érodée quand elles constatent que l'ennemi attaque la population à côté des autorités (militaires), et quand bien même elles sont alertées, il n'y a souvent pas de suivi. Cela leur pousse de douter de la bonne foi des autorités locales, et les amène à penser qu'elles sont même complices de l'insécurité dans le milieu²⁰

Les actions du projet ont aussi été bien appréciées quant à la façon de pratiquer les cultures maraichères où les membres des communautés estiment avoir appris de nouvelles techniques culturales qui leur permettent de produire mieux qu'avant.

Les sensibilisations sur l'accès à la terre sont toujours appropriées dans notre communauté, surtout auprès des chefs coutumiers et autres propriétaires terriens²¹.

¹⁵ Focus des hommes de Kamango

¹⁶ Focus des hommes de Kamango

¹⁷ Focus des filles de Mutwanga

¹⁸ Focus avec les filles de Bulongo

¹⁹ Entretien avec un leader d'Oicha

²⁰ Focus des femmes et filles de Batangi

²¹ Entretien avec un Leader de Mbau



3.2.2 Le projet « Ensemble pour Beni » comme réponse aux questions de paix et cohésion sociale dans la zone du projet.

La contribution des actions du projet aux questions de paix n'est pas négligeable. La plupart des bénéficiaires membres des groupements paysans et des AVEC et même les structures locales de paix estiment que le projet a significativement contribué à la normalisation des relations entre conjoints d'une part et entre membres des communautés d'autres part, grâce à l'acceptation mutuelle au sein de ces regroupements.

L'action des structures locales de paix a significativement influé sur la cohésion sociale dans les communautés à travers la résolution des conflits à la base et la sensibilisation des populations pour le « vivre ensemble » au sein de la communauté. Ce qui a positivement joué sur l'amélioration des relations entre différents groupes ethniques pendant les deux dernières années.

D'après les leaders contactés, la tendance des jeunes désœuvrés et désespérés dans la zone est de s'enrôler dans les groupes armés, mais ils observent que cette tendance n'est pas envisageable par les jeunes engagés dans le processus productif dans le projet.

En outre, le projet appui plusieurs filles-mères jadis considérées comme des marginales dans la communauté, mais qui sont devenues capables de générer un revenu leur permettant d'être autosuffisantes, et cela contribue à la restauration de la paix dans les familles et la communauté en recréant l'harmonie, la concorde entre membres de famille.

3.2.3 Alignement des actions du projet aux politiques nationales.

Les actions du présent projet sont en parfaite harmonie avec le Programme du Gouvernement Ilunkamba²², et particulièrement **(i)** en son **pilier 1** en rapport avec la Pacification, la Promotion de la réconciliation, de la cohésion et de l'unité nationale, spécifiquement en ce qui est de la lutte contre l'insécurité et le banditisme et la promotion des dialogues permanents entre acteurs sociopolitiques à tous les niveaux, **(ii)** en son pilier 5 « Amélioration de la gouvernance dans la gestion des Ressources Naturelles » **(iii)** en son pilier 6 en lien avec l'amélioration du climat des affaires et promotion de l'entrepreneuriat de la classe moyenne qui veut « susciter la culture entrepreneuriale afin de permettre l'émergence d'une classe moyenne » **(iv)** en son Pilier 7 en lien avec la Diversification de l'économie et la création des conditions d'une croissance inclusive qui veut : « (a) Diversifier l'économie nationale notamment en redynamisant l'agriculture (b) Faire de l'agriculture le fer de lance de notre autosuffisance alimentaire et notre bouclier contre l'importation des produits de première nécessité » **(v)** Pilier 8 en rapport avec la Modernisation des infrastructures de base et **(vi)** enfin le Pilier 11 « Amélioration des conditions sociales,... ».

Aussi, les réalisations du projet « Ensemble pour Beni » s'accroissent aux prescrits du Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté « DSCR » en son Pilier II « Croissance Pro pauvre » qui fait transparaître la volonté politique du Gouvernement de la République à mettre en place, à court

²² Gouvernement de la RDC, Programme du Gouvernement, Août 2019 Kinshasa



terme, un cadre légal et réglementaire propice à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), plus spécifiquement l'ODD 1 « éliminer complètement l'extrême pauvreté dans le monde entier », l'ODD 2 « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable » ODD 4 « Assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », ODD 5 « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », l'ODD 8 « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous », ...

Si la Stratégie nationale en matière de protection accorde la priorité aux activités de prévention. En musant sur l'intégration professionnelle des personnes vulnérables, les actions développées dans le cadre de présent projet s'apprennent parfaitement à la mission du Ministère des Affaires Sociale qui est celle « d'assurer l'égalité des chances à tous les Congolais à travers l'assistance et la promotion sociale, la justice sociale et l'intégration socioprofessionnelle des personnes ou groupes marginalisés »²³.

3.2.4 Forces / Potentialités et défis liés à la pertinence des actions du projet

Les points saillants en rapport avec la pertinence du projet dans son milieu d'insertion ont été relevés comme suit :

3.2.4.1 Forces et Potentialités.

- ✓ Les vrais problèmes du milieu liés à la paix et sécurité et croissance économique ont été bien cernés à travers les évaluations faites dans les zones de mise en œuvre ;
- ✓ Ciblage des zones très sinistrées en province et à potentiel élevé de production ;
- ✓ La bonne collaboration des animateurs/trices du projet avec les autorités locales, les leaders locaux et autres acteurs en présence ;
- ✓ Choix des stratégies à impact rapide sur le groupe cible (AVEC, Cultures à cycle végétatif court, formation à courte durée en métiers, appui au développement des micro-entreprises génératrices de revenu, ...) ;
- ✓ L'approche de travail privilégiant l'inclusion des communautés (toutes les vulnérabilités prises en compte) ;
- ✓ La volonté manifeste des membres des communautés d'œuvrer pour (i) la paix (ii) vaincre la spirale de pauvreté ;

3.2.4.2 Faiblesses et Défis.

- ✓ Les activités se déroulent dans un contexte très délicat et imprévisible dans toute la zone du projet, zone insuffisamment maîtrisée par les forces régulières (l'autorité de l'Etat est faiblement ressentie dans la quasi-totalité de la zone) ;
- ✓ L'accessibilité physique et sécuritaire pas très garantie dans les trois chefferies.

²³ Ministère des Affaires sociale, « Stratégie Nationale de protection sociale des Groupes Vulnérables en RDC », 2004, page

3.3. Appréciation de l'Efficacité des Actions du Projet.

L'efficacité de la mise en œuvre du projet est globalement jugée de très bonne.

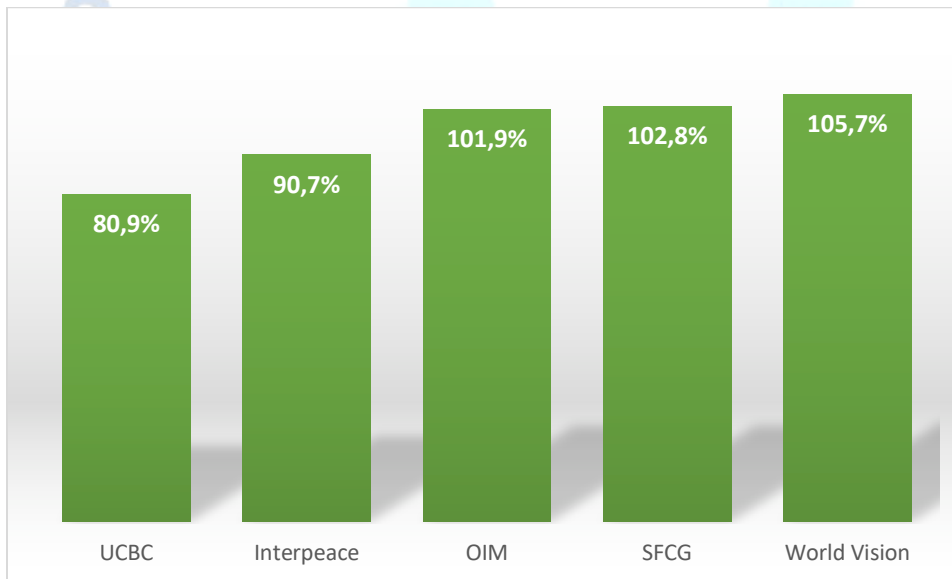
L'objectif global du projet était libellé comme suit « contribuer à la stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) à travers des interventions dans les piliers du Dialogue Démocratique, de la relance économique et de la restauration de l'autorité de l'Etat ».

L'examen du niveau de réalisation de cet objectif se fait à travers l'analyse des réalisations de ses Outcomes.

3.3.1 Niveau de réalisation des activités du Projet par les organisations membres du consortium

Les principales activités prévues pour le projet ont significativement été réalisées par les organisations membres du consortium ; le taux moyen établi à cet effet est de l'ordre de 96,4%.

Figure 1. Niveau de réalisation des activités du Projet par les organisations²⁴



3.3.2 Niveau de réalisation des objectifs du Projet

Par rapport au Pilier Dialogue démocratique, les cadres de dialogues ont été établis à travers des structures locales de paix chargées d'adresser les conflits locaux et renforcer ainsi la cohésion au sein des membres des communautés. Certes, l'extension des tueries des populations vers la fin du projet dans les zones jusque-là épargnées de Mutwanga, Mwenda et Bulongo fait que la problématique de la sécurité et de la libre circulation des personnes et de leurs biens continue à se poser avec acuité.

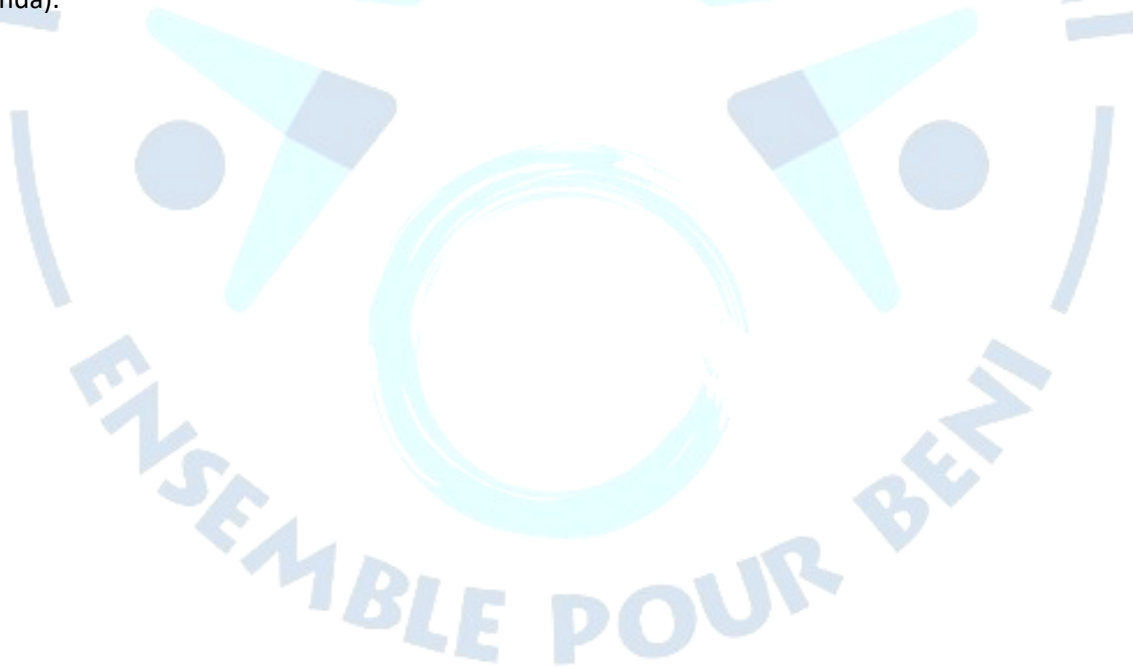
²⁴ Ces éléments ont été confectionnés sur base des données du rapport de Progrès des indicateurs établi par le projet



Pour le Pilier Restauration de l'autorité de l'Etat, il a été noté une nette amélioration dans la coopération entre les représentants locaux de l'Etat et les communautés grâce aux séances de sensibilisation et d'implication des parties dans la mise en œuvre conjointe des actions du projet. Notons néanmoins que des travaux restent à faire pour l'amélioration des prestations de services de sécurité qui influent considérablement sur la perception des membres de communautés sur le rôle réel de l'Etat.

L'objectif en lien avec le Pilier Retour, Réintégration et Réinsertion Socio-économique a posé des bases solides au sein des communautés susceptibles de promouvoir des conditions plus appropriées pour la relance économique locale. Des jeunes formés en divers métiers mettent en place de petites entreprises pourvoyeuses de revenu stable, des femmes initiées dans des mouvements d'épargnes et de crédits développent un système auto-géré de financement local de leurs initiatives rentables par un accès au crédit aux conditions appropriées, des chaînes de valeurs agricoles se développent pour la création de la valeur ajoutée dans la communauté, les questions foncières efficacement abordées à travers la numérisation.

Le comportement des principaux indicateurs est visualisé par le cadre des résultats que nous reprenons dans le tableau ci-dessous. Notons cependant que la perception des répondants lors de nos enquêtes réalisées en décembre a fortement été influencée par le vécu du moment, c'est-à-dire les massacres des populations qui se sont succédés dans les sites de Bulongo, Loselose (non loin de Mutwanga et de Mwenda).



3.3.3 Comportement des Indicateurs Clés du Projet.

Les données ci-dessous attestent que la quasi-totalité d'indicateurs du projet se sont bien améliorés par rapport à la situation de départ. De façon générale, il en ressort une moyenne d'amélioration des indicateurs de 28,2% par rapport à la situation de départ.

1.1.1_i (ex 1.1_iii). % d'hommes et de femmes affirmant que les projets de consolidation de la paix sont "très bons" ou "extrêmement bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents de leur zone (ventilé par sexe et sous-zone prioritaire)

- Valeur de base 59,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 62,3%

Les projets de consolidation de la paix dans la zone ont positivement influé sur la perception des membres des communautés en ce sens que ces projets ont mieux rapprochés les porteurs d'obligations (autorités locales) et les détenteurs des droits (membres de la communauté) autour des questions clés dans leurs communautés. Aussi, la mise en place des structures locales susceptibles de gérer, de façon autonome au village, les différents conflits locaux jadis adressés de façon onéreuse aux instances officielles.

2. PMO Questions : 42-49: Score amélioré dans l'index de proximité sociale (fréquence d'interaction, qualité d'interaction, niveau de confiance, etc.)

a) Pour le groupe social proche

- Valeur de base 6,7%
- Valeur atteinte fin projet..... 6,8 %

b) Pour le groupe social lointain

- Valeur de base 5,9%
- Valeur atteinte fin projet..... 6,1%

c) Pour les forces de sécurité

- Valeur de base 4,5%
- Valeur atteinte fin projet..... 4,8 %

3. PMO Questions : 50-51: % de la population qui dit que les actions des responsables politiques visent à répondre aux priorités de la population

- Valeur de base 23,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 36,7 %

4. PMO Question 52.7 : % des individus qui croient qu'il serait bon de connaître et de comprendre les perspectives de groupes différents de leur propre groupe

- Valeur de base 76,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 79,6 %

5. PMO Questions: 53-54: % d'hommes et de femmes affirmant que les projets à base communautaire sont "bons" ou "très bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents pour leur zone

- Valeur de base 55,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 55,2 %

6. 4.2.2_ii (4.2.1_iv) Questions: 57/57-a : % d'hommes et de femmes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre

- Valeur de base 40 %
- Valeur atteinte fin projet..... 60 %

7. % d'hommes et de femmes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux ressources naturelles

- Valeur de base 31,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 38,0 %

8. 4_ii Question: 37: % des ménages dépendant d'activités traditionnelles en tant que principales activités économique (agriculture, pêche, élevage) dans la ZP

- Valeur de base 80,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 85,5 %

Les actions du projet ont suscité ou renforcé l'esprit entrepreneurial d'autres membres de la communauté, surtout les jeunes, qui pouvaient désormais générer de revenu à partir des jardins maraichers entrepris, ou le petit élevage.

9. Mesure dans laquelle a) disponibilité, b) conscience, c) qualité des services pour les bénéficiaires changent avec le temps

a) 4.1.2_i Questions: 59-66 Disponibilité

- Valeur de base 13,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 20 %

Cet indicateur est basé sur la question 59 « Avez-vous utilisé ce service au cours de l'année passée » ?

Sur 1036, seulement 212 admettent avoir utiliser les services fonciers (11 – Beaucoup ; 201 – Un peu). Ventilé par sexe, il se dégage que ces services sont plus utilisés par les hommes que les femmes (14%).

b) 4.1.2_ii Questions: 59-66 Conscience

- Valeur de base 45,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 55 %

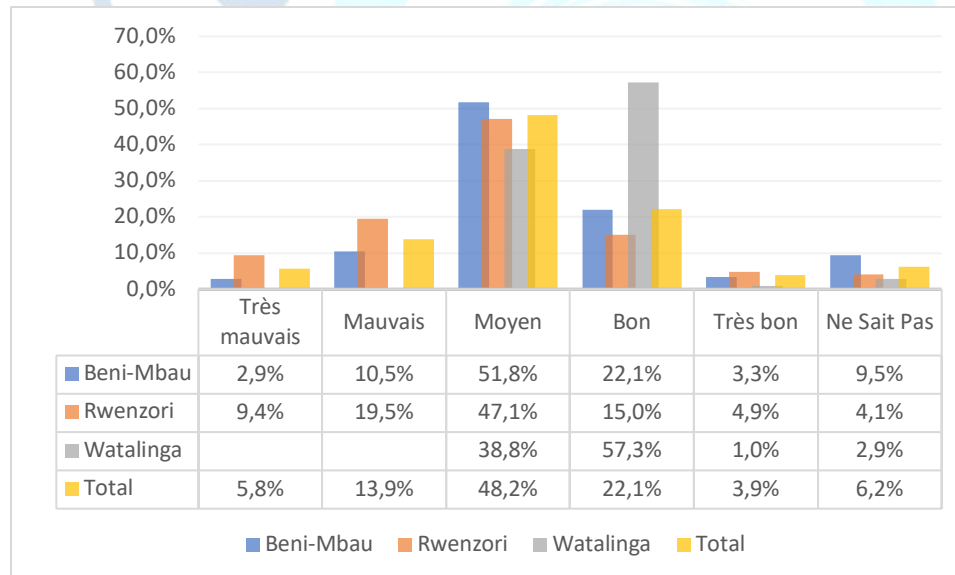
c) 4.1.2_iii Questions: 59-66 Qualité des services pour les bénéficiaires

- Valeur de base 25,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 28,0 %

10. PMO Question 58 : % des interviewes déclarent avoir de la confiance dans les services fonciers de l'Etat pour accéder à la terre.

- Valeur de base 35,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 38,5 %

Certes, la confiance des membres des communautés dans les services fonciers de l'Etat pour accéder à la terre s'améliore davantage, surtout avec la numérisation ; mais il ressort aussi de la perception générale des personnes interrogées dans les différents sites que l'accès à la terre n'est pas un casse-tête dans la zone car **74,1%** d'opinions exprimées estiment que cet accès est garanti comme illustré par cette figure :



Par ailleurs, un accès sécurisé à la terre dans la zone renvoie à l'ensemble des processus, actions et mesures visant à permettre aux utilisateurs ou aux jouisseurs des droits fonciers de mener de façon efficace leurs activités productrices, en les protégeant contre toute

contestation ou trouble de jouissance de leurs droits. Pour ce faire, les réalités locales sont telles la sécurisation foncière procède par (i) le paiement de la redevance et sa documentation (ii) la détention d'actes de cession coutumière des terres qui sont documentés (iii) les actes de vente notariés (iv) la



détention des actes d'occupation parcellaire délivrés par les services administratif (v) acquisition des contrats parcellaires (vi) acquisition des certificats d'enregistrement²⁵.

11. 4.2.1_iv % d'hommes et de femmes indiquant qu'ils ont un "bon" ou "très bon" accès aux marchés

- Valeur de base - %
- Valeur atteinte fin projet..... 39,6 %

La perception générale des répondants est telle que l'accès au marché ne pose pas tellement de problème pour la majorité car 46% le trouvent moyen, et 39,6% le trouvent Bon et très bon. Par le biais des marchés, les pauvres participent à la vie économique – comme producteurs (paysans, entrepreneurs), employés (forces de travail), et consommateurs (de biens et de services). Les marchés qui fonctionnent de manière inclusive proposent aux pauvres ce dont ils ont besoin – des emplois, des opportunités, des biens, des services – pour augmenter leurs revenus. À contrario, là où les marchés fonctionnent de manière exclusive ou inopérante, les pauvres se trouvent plus facilement exclus des bénéfices directs de la croissance²⁶

12. 4.2.5_i Question 16 : % d'hommes et femmes déclarant avoir un emploi rémunéré pour une durée d'au moins une semaine au cours des 3 derniers mois

- Valeur de base 16,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 45,5 %

Un emploi rémunéré est considéré comme « Ce à quoi s'applique une activité rétribuée. » (Google, 2020).

Plusieurs facteurs peuvent influencer l'accès à l'emploi dans une région quelconque. Les principaux sont notamment les facteurs économiques, technologiques, éducationnels, sociaux et personnels. Dans une zone comme celle de Beni, quelques facteurs modérant l'accès à l'emploi doivent être considérés, notamment la sécurité dans la zone, l'accès aux capitaux, la compétition /concurrence. Voilà ce qui pousse certaines tranches de la population à faire recours à l'auto-emploi, tandis que ceux qui n'ont pas assez de capitaux ou le zèle d'entreprenariat perfectionnent leurs compétences et aptitudes dans des formations professionnelles et les populations déplacées à faibles opportunités économiques survivent en offrant des services (manutention, travaux journaliers dans les plantations ou les chantiers, ...). Certes, 53% des ménages contactés estiment que la zone n'offre plus d'opportunités d'emplois.

13. 4.2.3_i Question 67: % d'hommes et femmes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire

- Valeur de base 22,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 31,8 %

²⁵ UN-Habitat, Rapport de référence sur la sécurisation foncière, Groupement Batangi-Mbau et Baswagha, Beni 2014.

²⁶ DFID et DDC, Approche M4P, op cit



L'accès au crédit permet d'accroître la capacité d'actions des opérateurs économiques. Mais pour des populations pauvres, l'accès au crédit à travers le système bancaire formel étant très limité, les membres des communautés rurales ont développé, grâce à l'appui des organisations humanitaires, des systèmes auto-gérés d'épargne et de crédit, communément appelé des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit « AVEC » qui sont devenus un véritable levier de l'appareil économique pour les communautés pauvres.

Bien que la vulgarisation des AVEC se fait très rapidement dans les milieux ruraux, 61% des répondants ont estimé difficile l'accès au crédit, soit du fait de la méconnaissance des services habiletés (26%), ou de l'indisponibilité des services (30%) ou carrément de la crainte d'incapacité de remboursement des crédits contractés.

14. 3_i (territoire) Question 70: % d'hommes et femmes qui croient que le gouvernement gère les différents points suivants "bien" ou "très bien"

a) L'établissement de la paix

- Valeur de base 16,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 22,0 %

b) Réduction de la pauvreté

- Valeur de base 5,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 6,4 %

c) Augmentation de l'emploi

- Valeur de base 3,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 5,7 %

d) Combat contre la corruption

- Valeur de base 5,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 7,6 %

e) L'unification des différents groupes ethniques

- Valeur de base 25,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 28,3 %

f) L'amélioration de la vie des Congolais

- Valeur de base -



- Valeur atteinte fin projet..... 5,3 %

L'amélioration du Bien-être humain est appréhendée, d'après une commission d'étude du Bien-être mise en place par le Président Français Nicholas Sarkozy²⁷, à travers huit dimensions dont l'une est la « sécurité économique et physique » des membres de la communauté. Pour la zone en étude, **72,6%** des répondants ont estimé que leur revenu n'a pas pu s'améliorer au courant des six derniers mois, et 57,1% ont déclaré que ledit revenu n'est même pas susceptible de couvrir leurs besoins minima.

g) L'assurance de la sécurité

- Valeur de base 14,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 13,8 %

L'assurance de la sécurité s'effrite dans la zone chaque fois que les massacres des paisibles populations sont signalés çà et là. La plupart des femmes rencontrées estiment être permanentement confrontées au problème de sécurité chaque fois qu'elles se rendent puiser de l'eau aux sources, surtout le soir et la nuit, quand elles doivent se rendre aux champs, à la recherche de bois de cuisson, quand on doit aller capturer les sauterelles la nuit. D'autres types d'insécurité guettent les filles et les enfants exploités dans des maisons de tolérance à Oicha, à Bulongo, ...communément appelé « QG ».

h) Le combat contre les violences sexuelles

- Valeur de base 41,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 45,1 %

i) L'amélioration de la vie de tous les jours

- Valeur de base 7,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 7,9%

15. 3.2_i Question 71: % d'hommes et femmes indiquant que les autorités locales (chef de quartier / village) représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population

- Valeur de base 16,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 24,2%

16. 3.3.4_i Question 72: % d'hommes et femmes "d'accord" ou "totalement d'accord" avec l'affirmation : "les ETD représentent bien ou très bien les intérêts de la population"

²⁷ HEKS-EPER in « Le monde que nous aspirons changer est lui-même en train de changer », Genève 2014



- Valeur de base 31,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 33,7%

17. 3.2.2_ii Question 73: % d'hommes et femmes trouvant "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des taxes officielles (i.e., "vraies taxes", pas des "taxes inventées")

- Valeur de base 63,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 47,6%

18. 3.2.3_i Question 74: % d'hommes et femmes "d'accord" avec les affirmations suivantes sur la corruption dans le système judiciaire "Les acteurs de la justice sont corrompus"

- Valeur de base 72,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 55,6%

19. PMO Question 78 : % des femmes et hommes déclarant avoir un 'bon' ou 'très bon' accès aux informations sur le rôle des services étatiques

- Valeur de base 20,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 25,4%

20. PMO Question 85: % des femmes et hommes qui indique qu'ils sont 'satisfaits' ou 'très satisfaits' avec le système qui leur permet de demander des comptes aux services étatiques

- Valeur de base 49,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 58,7%

21. PMO Question 87: % d'interviewés déclare connaître les mécanismes locaux d'éveil

- Valeur de base 25,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 57,2%

22. PMO Question 88: % d'hommes et femmes qui affirment que le système de sécurité et d'alerte est efficace

- Valeur de base 45,0%
- Valeur atteinte fin projet..... 50,0%

3.3.4 Essai de classification des résultats du programme.

Au regard des analyses effectuées, les résultats atteints par le projet peuvent être catégorisés comme suit :

3.3.4.1 Les résultats du niveau élevé du projet

- ✓ Le rapprochement civilo-militaire et autres autorités administratives ;
- ✓ Formations techniques des producteurs agricoles ;
- ✓ L'appropriation des activités des AVEC ;
- ✓ Dialogues démocratiques
- ✓ Gestion des conflits locaux

3.3.4.2 Les résultats du niveau moyen du programme

- ✓ Sécurisation de la population ;
- ✓ Numérisation ;
- ✓ Accès à la terre ;
- ✓ Structuration paysanne ;
- ✓ Sensibilisation à l'accès au marché ;
- ✓ Les relations d'affaires établies entre les producteurs suivis par le projet et d'autres acteurs locaux
- ✓ Surveillance et suivi des exploitations des ressources naturelles par les autorités compétentes et les organisations de la société civile locales.

3.3.4.3 Les résultats du niveau faible

- ✓ Libre circulation des personnes et de leurs biens ;

3.3.5 Facteurs qui ont influé sur l'efficacité des activités du programme.

3.3.5.1 Facteurs favorisants

- ✓ Disponibilité des ressources financières ;
- ✓ Disponibilité des terres fertiles ;
- ✓ Dynamisme communautaire ;
- ✓ Accompagnement technique de proximité aux bénéficiaires ;

3.3.5.2 Facteurs limitants

- ✓ Mauvais état de route de desserte agricole ;
- ✓ Recrudescence de l'insécurité et impraticabilité de certains axes ;
- ✓ Suspension momentanée des activités de masse suite aux mesures barrières de COVID 19
- ✓ Taux élevé d'analphabétisme



- ✓ Capacité réduite des animateurs des coopératives pour la maîtrise d'exploitation des outils de gestion ;
- ✓ La participation de certaines femmes aux activités des associations paysannes est butée au refus de leurs maris d'intégrer ce genre d'initiatives (Femmes de Batangi). C'est ce que les filles de Bulongo ont formulé comme recommandation : « Aider les filles et les mamans à accéder à l'autorisation pour l'apprentissage des métiers ».

3.3.6 Forces et Faiblesses liées à l'efficacité des activités du projet.

3.3.6.1 Forces liées à l'efficacité des activités du projet.

- ✓ Expérience avérée des organisations chargées de la mise en œuvre des actions du projet ;
- ✓ Implication des autorités locales et des responsables de la société civile dans les activités du projet ;
- ✓ Médiatisation des activités du projet dans les chaînes des radios locales ;
- ✓ Responsabilisation des communautés dans l'identification des initiatives communautaires et intégrateurs de paix ;
- ✓ Participation active des membres de la communauté aux travaux collectifs (champs écoles) ;
- ✓ Suivi de proximité des animateurs auprès des producteurs ;
- ✓ Dotation des producteurs des outils et autres intrants appropriés pour la production ;
- ✓ Formations des membres des communautés en plusieurs modules clés ;
- ✓ Recrutement des agents qualifiés et bon équipement sur le plan logistique ;
- ✓ La collecte des épargnes, l'octroi des crédits et le remboursement se font sans difficulté dans les AVEC ;

3.3.6.2 Faiblesses liées à l'efficacité des activités du programme

- ✓ Faible capacité financière des AVEC afin de répondre aux sollicitations des crédits des membres

3.4. Appréciation de l'Effizienz des Actions du Projet.

L'effizienz dans le cadre de la présente évaluation est entendue comme la mesure par laquelle les avantages procurés par le projet ainsi que les résultats obtenus correspondent aux ressources et aux intrants engagés.

Voilà pourquoi cette notion d'effizienz est abordée dans ce travail à travers les points en rapport avec (a) la capacité opérationnelle du personnel affecté au projet et ses aptitudes managériales (b) l'organisation du suivi des activités (c) les ressources disponibles en rapport avec l'ampleur des activités entreprises (d) le respect du calendrier opérationnel.

3.4.1. La capacité opérationnelle du personnel affecté au projet et ses aptitudes managériales.

Les compétences et le professionnalisme des équipes techniques ayant la charge de conduire les activités du programme ne posent aucun doute. En effet, le programme est animé par des staffs dévoués et qui sont à la hauteur de leurs attributions, avec un sens élevé d'abnégation.

3.4.2. Le suivi des activités du Projet

L'organisation du système de suivi est suffisamment rassurante dans toutes les organisations à travers un système de suivi à temps réel de l'évolution des différents indicateurs du projet et la production régulière des Etats d'avancement des Plans d'actions. Les staffs terrain des organisations de mise en œuvre, appuyés par des superviseurs des organisations partenaires, assurent le suivi de proximité des prestations des animateurs/trices des Associations et autres structures communautaires initiées par le projet afin d'en garantir l'efficacité.

Des outils minima de suivi sont mis en place et exploités à bon escient par les équipes.

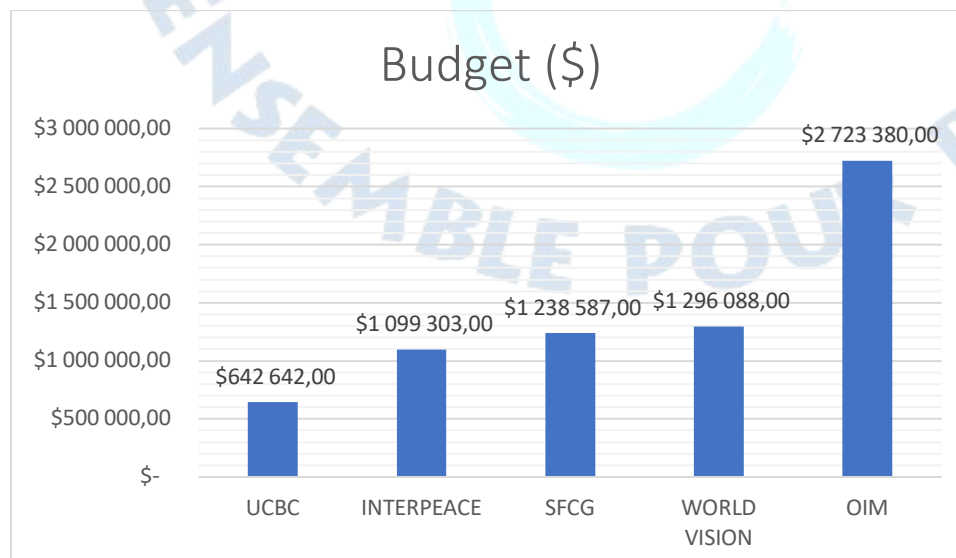
Par ailleurs, les compétences des animateurs communautaires ont été renforcées à travers plusieurs modules de formation suivis, notamment sur la gestion des affaires agricoles et les compétences en affaires, en gestion d'entreprises, sur le genre au sein des associations agricoles, l'élevage de lapin, les techniques de médiation des conflits, l'alphabétisation, ...

Certains domaines doivent cependant être renforcés, notamment dans le domaine de la gestion des coopératives, fonctionnement des organes des Associations des producteurs, fonctionnement des chaînes de valeur, ...

3.4.3. Les moyens financiers disponibles en rapport avec l'ampleur des activités du projet

Le coût total du projet était évalué à 7 000 000\$us répartis comme suit entre les cinq partenaires chargés de la mise en œuvre du projet.

Figure 2. Répartition du budget du projet entre partenaires





Les chiffres en notre possession indiquent que 83% de ce budget global avait déjà été consommé au 30 Septembre 2020, soit un montant de 5 786 798,3 \$us²⁸.

Dans l'hypothèse que la totalité du budget alloué au projet ait été intégralement consommé (ce qui est très vraisemblable) d'une part, et considérant une population des bénéficiaires de l'ordre de 503 732 personnes²⁹ pour les trois chefferies d'autre part, il s'en dégage un ratio coût par bénéficiaire de l'ordre de **13,9 \$us** par individu pour les deux ans. Ce coût est significativement très faible par rapport aux avantages générés par le projet en termes (a) des bénéfices financiers réalisés par les différents producteurs impulsés par le projet (les jeunes pratiquant les métiers, les producteurs des légumes et autres (b) d'autres avantages sociaux exprimés en termes de la capacité des actions du projet à consolider localement la paix et la cohésion sociale, à promouvoir l'estime de soi et la considération des personnes jadis vulnérables et très dépendantes des membres de leurs familles et de la communauté, de l'amélioration de la gouvernance locale au profit des populations sinistrées, ...

L'efficacité du projet est dès lors garantie.

3.4.4. Respect du chronogramme des activités

Si globalement le projet s'est normalement déroulé, on peut cependant noter que dans certains sites, Watalinga notamment, les activités du projet ont démarré avec retard ; certains acteurs locaux estiment que les activités du projet n'ont fait que près d'une année. Ce temps ne peut permettre une bonne appropriation des actions du projet, ni permettre à ce que les activités entreprises commencent à générer des ressources au profit des membres de la communauté.

Jusqu'au moment de la présente évaluation, quelques activités étaient encore en cours à Watalinga, notamment la remise des kits de réinsertion aux jeunes formés.

3.5. Potentiel de durabilité des actions du Projet.

La durabilité est entendue ici comme un ensemble des mécanismes mis en place par le projet et qui favorisent une appropriation locale des activités et des résultats, au but d'en assurer la continuité même après les périodes de mise en œuvre.

Cette notion de durabilité est dès lors abordée sous ce chapitre à travers les réponses aux questions en rapport avec (1) la probabilité de voir les activités des structures de paix et celles de lutte contre la pauvreté initiées par le projet se poursuivre après la fin de l'appui du projet (2) l'examen du niveau d'appropriation des actions du projet par les ménages membres de la communauté (3) le mécanisme de réplication des formations techniques suivies (4) la proposition des options stratégiques clés pour l'avenir du projet.

²⁸ OIM, Rapport présenté au 2^{ème} Comité de Pilotage, Octobre 2020.

²⁹ Termes de référence de l'évaluation du Projet Ensemble pour Beni



3.5.1 Probabilité de la poursuite des activités du projet.

L'aspect le plus rassurant pour la pérennisation des actions du projet relève de l'assurance manifestée par les bénéficiaires à poursuivre sans désespérer les actions du projet après sa clôture : « Il y aura toujours des rencontres des comités de structures de paix même après le projet pour la transformation des conflits dans notre communauté »³⁰.

Le bénéfice tiré des activités du projet à travers les activités agricoles et de formation professionnelle, leur valeur dans le changement du cadre de vie des bénéficiaires est un gage important dans la pérennisation des actions du projet. En effet, des centaines des jeunes formés en métiers, équipés et réinsérés dans la communauté ne laisseront pas faillir leurs activités pourvoyeuses d'un revenu stable, tirant les leçons de leur malheureuse expérience d'oisiveté d'avant-projet.

Par ailleurs, la mise en place des structures communautaires auto-gérées telles que les coopératives, les AVEC, les AGR et autres organisations paysannes opérationnelles est une approche qui garantit l'appropriation des actions par les membres de la communauté.

Aussi, les Plans locaux de développement initiés pour les entités constituent une nouvelle expérience de gestion axée sur les résultats dont les responsables administratifs ont bien accueilli et chercheront à pérenniser. Par ailleurs, la mise en place par le projet d'un mécanisme de résolution pacifique des conflits à travers les CLPD et le bureau contentieux de l'Administration Foncière dont les membres ont pris l'engagement continuer à travailler de manière bénévole sous la coordination territoriale de la CPAP. En outre, la mise en place d'un comité inclusif de suivi des mines pour alerter les incidents de protection à l'intérieur et à l'extérieur des sites miniers continuera à améliorer la traçabilité des transactions minières.

3.5.2 Contribution des communautés bénéficiaires aux actions du projet

La contribution des membres de la communauté dans le fonctionnement général du projet n'est pas négligeable, et se matérialise à travers les faits suivants :

- Sensibilisation des membres des communautés aux travaux collectifs (champs écoles, pépinières collectives, ...)
- Disponibilité des espaces des cultures, ...
- Prise en charge du fonctionnement des structures communautaires ;
- Manutentions diverses ;

3.5.3 Mécanismes mis en place pour assurer la prise en charge d'autres membres de la communauté après le projet

Formellement, ce mécanisme n'a pas été mis en place par le projet, mais dans les faits, les activités entreprises sont de nature à continuer à se propager dans la communauté, notamment la diffusion des AVEC et autres techniques de production apprises, la multiplication des semences par les coopératives, ...

³⁰ Entretien avec les membres d'une Structure de paix de Kamango



Il est aussi possible d'envisager un mécanisme de « répliation » des formations techniques (métiers) auprès d'autres membres des communautés par les micro-entreprises des jeunes mises en place à travers l'impulsion du projet.

3.5.4 Facteurs clés qui induisent ou influent sur la durabilité et le transfert des leçons et/ou activités du projet

Quelques facteurs ressortent de la mise en œuvre des activités du projet comme induisant des fortes capacités de durabilité des actions du projet, à savoir :

- ✓ Le niveau d'engagement élevé des membres des plateformes de dialogue dans le processus d'identification et de mise en œuvre des solutions aux problèmes locaux ;
- ✓ Travail axé sur les organisations locales qui ont des assises communautaires solides ;
- ✓ Accroissement des compétences des acteurs locaux formés sur les principes clés de la facilitation de dialogue inclusif et participatif pour la paix ;
- ✓ Disposition affichée des autorités rencontrées dans le cadre de plaidoyer à accompagner le processus ;
- ✓ La numérisation des parcelles et la modernisation du système d'archivage de l'Administration foncière pour une sécurisation des droits fonciers des populations grâce à la dotation du bureau de la circonscription foncière territoire de Beni des kits composés de matériels Informatiques, des outils de collecte électronique des données « GPS », kits d'énergie solaire et mobiliers de bureau ;
- ✓ ;
- ✓ Disponibilité d'un plan cadastral numérique validé et qui couvre tout le Territoire ;
- ✓ Opérationnalité dans la zone des mécanismes de supervision sectoriels ou de plateformes sectorielles pour la résolution pacifique des conflits et la mobilisation des recettes pour les entités ;
- ✓ Opérationnalité des Associations professionnelles d'Agriculteurs (APA) qui sont mobilisées à travers les champs écoles paysans et les jardins communautaires ;
- ✓ Reconnaissance légale des associations agricoles créées et opérationnalité de leurs organes directeurs ;
- ✓ Rentabilité des filières des métiers choisies par les jeunes qui ont suivi les formations socioprofessionnelles (coupe-couture, mécanique moto, coiffure et menuiserie) ;
- ✓ Impact rapide des actions des AVEC et des cultures à cycle végétatif court ;
- ✓ La bonne collaboration avec d'autres acteurs locaux notamment les autorités locales, ce qui présage une bonne appropriation communautaire ;
- ✓ Implication de services techniques de l'état dans le suivi des activités du projet (secteur minier) ;
- ✓ Implication des Associations formées dans la multiplication des semences ;

La durabilité du projet pourrait cependant être mise en mal si les faits suivants ne sont pas gérés avec sérénité ; c'est notamment :

- ✓ La perception des membres des communautés vis à vis de leurs dirigeants qu'ils estiment moins redevables et coopératifs à Watalinga ; d'après les animateurs des structures de paix, leur travail n'est pas bien perçu par les autorités locales du fait qu'ils constituent pour eux un manque à gagner en leur privant des amendes qu'elles auraient taxé en cas d'arbitrage des différends entre membres des communautés³¹.
- ✓ Non finalisation par le projet de l'opérationnalisation des paillotes de paix ;
- ✓ Poursuite des tueries et le déplacement des populations dans la région de Beni ;
- ✓ Non définition d'une carte visualisant les limites consensuelles du Parc de Virunga par les parties prenantes ;
- ✓ Faible niveau d'instruction des membres des associations et structures locales de paix créées ;
- ✓ La collaboration (liens d'affaires) entre les coopératives et le secteur privé, et même avec les marchés institutionnels est un atout majeur sur lequel doit être fondée la durabilité des chaînes des valeurs agricoles

3.5.5 Options stratégiques clés pour l'avenir du projet, la réplication, les modifications importantes à la stratégie

Les options jusque-là envisagées par le projet demeurent très pertinentes. Cependant, vue la nature des actions entreprises et la capacité des acteurs locaux à s'en approprier efficacement, un accompagnement de proximité demeurent encore indispensables afin de garantir :

- Que chaque bénéficiaire de formation technique a été doté de son kit de réinsertion économique ;
- Que les kits ainsi distribués sont rationnellement utilisés pour l'opérationnalisation des micro-entreprises pourvoyeuses de revenu stable ;
- Que les outils minima de gestion sont mis en place dans ces entreprises, y compris les AVEC et les coopératives afin d'en garantir une bonne gestion ;

Voilà pourquoi cette phase du projet peut être considérée comme une étape de « structuration des membres de la communauté ». Elle met en place des structures communautaires très pertinentes mais dont l'élan de fonctionnement ne peut être envisagé que dans une perspective d'une autre phase du projet.

Pour ce faire, un certain nombre de considérations devront dès lors être prises en compte afin d'aborder cet avenir avec plus de sérénité, notamment en :

- ✓ S'assurant du niveau d'organisation et de fonctionnement des micro-entreprises initiées dans le cadre de ce projet, notamment en ce qui est de l'opérationnalité des organes (cas des AVEC, des Structure locales de Paix, des APA, des coopératives, ...)
- ✓ Visualisant le niveau d'accès au marché des produits : volume de ventes, chiffres d'affaires, les bénéfices réalisés par les associations des producteurs,

³¹ Structure de Paix de Kamango



- ✓ Dégageant la valeur ajoutée des filières choisies sur la vie socio-économique des petits producteurs, et ce, en portant un jugement sur l'impact réel de chaque filière sur l'accroissement du revenu des producteurs et le niveau de sécurité alimentaire des ménages ;
- ✓ Renforçant une bonne collaboration entre les animateurs de différentes initiatives avec les autorités locales établies ;
- ✓ Travaillant sur la libre circulation des personnes et de leurs biens dans les trois chefferies en général, et entre Kamango/Watalinga et Mbau en particulier ;
- ✓ Stabilisant les populations des zones troubles (Axe Mutwanga-Mwenda-Kikingi ; Bulongo-Lume ; Mavisi-Mbau-Oicha-Mayi Moya-Eringeti) ;
- ✓ Encadrant le retour des populations de Kamango de leur milieu de refuge (Nobili) et en stabilisant l'accalmie qui règne dans ce site ;

3.6. Impact des actions du Projet.

Nous abordons le concept d'impact dans ce travail en termes de retombées intangibles des résultats d'amélioration concrets qui ressortent de la mise en œuvre des activités du présent projet mis en œuvre par le consortium OIM-World Vision-Search for Common Ground-Interpeace et l'Université Chrétienne Bilingue du Congo (UCBC).

Notons cependant que le projet vient à peine d'être clôturé ; l'évaluation de son impact en ce moment pourrait paraître prématurée.

Néanmoins, les sections précédentes ont déjà abordé un certain nombre d'effets immédiats observés ou vécus au sein de la communauté et imputables au fait direct de ce projet. La présente section veut mettre un accent particulier sur ces effets induits par rapport à ceux préalablement souhaités à travers l'objectif global du projet. Les principaux effets peuvent être regroupés autour des axes ci-après :

Les actions du projet ont le mérite de s'être rapprochées de la population pendant un moment de grand désespoir et de sentiment d'abandon par ses dirigeants en abordant en face des sujets à base des inquiétudes et d'insatisfaction des membres de la communauté.

Les activités du projet qui ont permis le regroupement des membres de la communauté autour des intérêts communs, notamment à travers les activités des Champs-Ecole, les Coopératives, les AVEC, ... permettent auxdits membres de renforcer la cohésion sociale entre eux et participer ainsi à la promotion de la paix et la réduction des conflits. Cette cohésion a connu un grand ingrédient dans la communauté : les dialogues démocratiques par lesquels les principales dynamiques des conflits ont été identifiées, analysées et traitées. Ce qui a poussé les Femmes de Batangi à dire : « la résolution des conflits par des structures locales de paix est pour nous un fait important car notre communauté ne connaissait pas avant cette pratique ; les gens recouraient à la Police, ce qui est très couteux »³².

Aussi, l'organisation des ateliers de formation, les réunions et autres rencontres d'échange, en plus d'être considérés comme des espaces d'apprentissage et des échanges ont, d'après un interlocuteur, constitué

³² Focus des femmes et filles de Batangi



des espaces d'interaction entre membres des communautés au même titre que les Barza intercommunautaire, les églises et autres associations³³.

Le renforcement des mécanismes de résilience des ménages en général, et des femmes en particulier à travers l'initiation des AVEC et des Centres d'alphabétisation, une approche qui garantit le droit d'accès des femmes aux ressources et que nous considérons comme une variable économique importante susceptible de booster les initiatives porteuses de changements structurels dans cette communauté dominée par la tradition coutumière, marginalisant pour la femme. Désormais, cette femme devenue productive acquiert un certain pouvoir qui lui permet de participer aux décisions du ménage de manière considérée.

Les relations d'affaires établies entre les producteurs suivis par le projet et d'autres acteurs locaux, notamment les vendeurs, les transformateurs, ... constitue une base importante de la mise en place des mécanismes de développement des chaînes de valeurs agricoles durables dans la zone.

Par ailleurs, la capitalisation de nouvelles connaissances techniques par les membres des associations et les jeunes formés en métiers et leur réplication dans la communauté créera une dynamique de développement local traduite par de nouveaux emplois de jeunes à travers des métiers porteurs et luttant ainsi contre l'oisiveté des jeunes, facteur important de la pauvreté, et partant, génératrice des conflits.

Le renforcement des capacités techniques, matérielles et humaines de l'administration foncière territoriale à travers la numérisation, avec une certaine dose de bonne foi, ainsi qu'une inclusion des autorités coutumières et autres acteurs non-formels dans la gouvernance foncière locale rassure de la sécurisation des droits fonciers des membres de la communauté, et partant devient une solution aux multiples différends liés au foncier et qui génèrent souvent des conflits et de la violence.

Les retombées des actions du projet sur une surveillance efficace et le suivi des exploitations des ressources naturelles par les autorités compétentes et les organisations de la société civile locale ont « réveillé » leur implication et participation dans ce domaine aussi crucial de la vie économique de la zone, et dont l'incidence sur les conflits locaux n'est pas négligeable.

Certes, les massacres des populations civiles encore courants dans la zone font que la confiance entre prestataires de services publics et plus particulièrement les services de sécurité et les populations desservies ne soit pas encore au bon fixe. Le travail entamé nécessite qu'il soit poursuivi afin de rassurer les uns et les autres pour une bonne collaboration.

Retenons cependant que les actions du projet ont permis d'accroître la visibilité dans la zone des organisations d'implémentation.

3.7 Analyse de la sensibilité Genre.

Le projet travaille avec beaucoup de femmes dans sa zone d'intervention. A cet effet, les femmes ont eu accès à toutes les ressources prévues par le projet et ont bénéficié des formations. Mais à part le nombre

³³ Entretien avec l'Agent de l'ANR Mbau



élevé des femmes dans les activités, leur force de décision ou d'influence dans la communauté reste limitée.

Certes, les enquêtes auxquelles nous avons procédées ont relevé que ni l'homme, ni la femme ne décide seul pour l'affectation des ressources du ménage (75% se concertent quant à ce), mais l'encrage coutumier fait toujours que la femme reste faiblement associée aux décisions aussi bien dans la communauté que dans le ménage ; la voix de l'homme reste très prépondérante dans les décisions en rapport avec le pouvoir sur les bénéficiés du ménage.

Voilà pourquoi il s'avère nécessaire que le projet renforce les outils basés sur les intérêts stratégiques de la femme notamment sur l'alphabétisation et le leadership de la femme, le contrôle des ressources ainsi que les responsabilités dans la direction politique des associations et coopératives.

Le thème sur la gestion des ressources du ménage développé au sein des Associations locales appuyées par le projet, garantie une meilleure prise en compte du genre pour les bénéficiés et pour la communauté. La démarche a montré comment la femme verra ses conditions changer en mettant l'accent sur les aspects tels que la prise de conscience, la participation et le contrôle en définissant des mesures sexo-spécifiques afin que les opinions de la femme émergent, ces opinions qui sont souvent dissoutes dans les opinions générales alors que les femmes ne donnent librement leurs opinions que quand elles sont seules.

Si le projet fait ressortir clairement ce qu'il fait avec les jeunes, il n'en est pas le cas avec ce qu'il fait avec les personnes vivant avec handicap alors que la moyenne établie est de 1,69 personnes vivant avec handicap par ménage concerné.

Il est cependant encourageant de constater que les hommes sont aussi engagés dans les maraîchages aux côtés des femmes, soulageant ainsi le calendrier des travaux et la journée de 24h pour les hommes et les femmes.

Pour ce qui est des AVEC qui impliquent majoritairement les femmes, le projet pourra renforcer son impact avec l'amélioration de l'accès de la femme aux financements, avec des montants consistants et des échéances de crédit plus acceptables pour des taux d'intérêt supportables.



Chapitre 4. Conclusion et Recommandations.

4.1 Conclusion

« Ensemble pour Beni » est un projet mis en œuvre en territoire de Beni, respectivement en chefferie / secteurs de Beni-Mbau, Ruwenzori et de Watalinga par un consortium dont le lead est assuré par l'OIM en vue de contribuer à la stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) à travers des interventions dans les piliers du Dialogue Démocratique, de la relance économique et de la restauration de l'autorité de l'Etat.

Les résultats de l'étude ont clairement montré que les changements apportés par le projet sont certains et très appréciables aussi bien sur le plan du ménage, de la communauté toute entière que des institutions locales.

De façon générale, la vie qui semblait s'arrêter dans la zone a encore une fois été restaurée à travers les actions du projet : les membres de la communauté peuvent désormais adresser les conflits dans leurs communautés à travers des dialogues démocratiques instaurés et les structures locales de paix (ii) les emplois des jeunes et autres vulnérables ont été créés à travers l'acquisition et la mise en pratique de nouvelles connaissances techniques en métiers porteurs et l'ouverture des AGR (salon de coiffure, restaurants, pâtisserie, atelier de couture, raffinerie d'huile, élevage, etc) (iii) la coopération entre l'autorité locale et la population a été effective sur des questions de paix, de sécurité et de développement (iv) le rapprochement des populations est réel.

La conclusion de l'évaluation est que le projet a réellement été pertinent ; ce qui a laissé la plupart d'interlocuteurs souhaiter voir le projet poursuivre ses activités pour consolider les acquis dans les zones ciblées et étendre lesdites activités dans les autres groupements des chefferies ciblées.

L'analyse des défis transparaissant de notre mission montre que malgré l'engagement multi-acteurs, des défis versus enjeux restent de taille pour évoluer vers une paix durable.

Certes, le projet a su définir une approche appropriée qui promeut les options stratégiques telles que (i) adresser les moteurs de conflits à la base de la paupérisation de la population (ii) plaidoyer en faveur des politiques plus adaptées au contexte de bonne gouvernance (iii) œuvrer pour le rapprochement et la mise en confiance entre les porteurs d'obligations et les détenteurs des droits, ... mais des actions permettant de consolider ces acquis demeurent indispensables et le contexte sécuritaire volatile dans les zones appuyées a eu un impact négatif sur les perceptions des répondants pendant cette évaluation finale.

4.2 Recommandations

4.2.1. Recommandations formulées par le consultant

- ✓ Les actions du projet ont posé une bonne base ; leur consolidation dans les communautés demeure indispensable pour ne pas perdre les investissements ainsi consentis ;



- ✓ Approfondir, à travers une nouvelle étude, l'analyse sur les contraintes pour la paix dans la zone en musant davantage sur les acteurs politiques hors-zone et la dimension régionale, y compris la circulation des armes dans la zone ;

4.2.2 Recommandations formulées par les bénéficiaires

- ✓ Appuyer l'exécution du plan locale de sécurité élaboré par l'autorité de Beni-Mbau ;
- ✓ Penser à des Travaux à Haute intensité en main d'œuvre (Routes de desserte agricole) ;
- ✓ Renforcer la formation et le recyclage des animateurs de la société civile locale
- ✓ Etendre les actions du projet dans d'autres groupements des chefferies ciblées ;
- ✓ Allonger la durée du projet (les activités se sont effectuées en une courte durée) ;
- ✓ Poursuivre les activités de numérisation
- ✓ Travailler davantage sur la collaboration entre les membres de la communauté et les prestataires de service de sécurité
- ✓ Finaliser les paillotes de paix

